

SOMMAIRE

INTRODUCTION

PARTIE I : MADAGASCAR DANS L'ECONOMIE MONDIALE

CHAPITRE 1 : DIAGNOSTIC DE LA COMPETITIVITE DE MADAGASCAR

Section 1 : Rapport mondial sur la compétitivité

Section 2 : La pauvreté, un blocage en terme de compétitivité pour Madagascar

CHAPITRE 2 : L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Section 1 : L'évolution récente du commerce mondial

PARTIE II : MADAGASCAR ET SON INTEGRATION ACTUELLE EN AFRIQUE

CHAPITRE 1: QUELLE POLITIQUE COMMERCIALE POUR MADAGASCAR EN VUE D'UNE MEILLEURE INTEGRATION REGIONALE ?

Section 1 : Une politique commerciale axée vers l'extérieur

Section 2 : Tirer un meilleur parti d'un régionalisme

CHAPITRE 2 : MADAGASCAR ET L'AFRIQUE, L'ACCES AUX ORGANISATIONS REGIONALES EN AFRIQUE

Section 1 : L'Intégration Régionale en Afrique

PARTIE III : ETUDE ANALYTIQUE SUR L'INTEGRATION REGIONALE DE MADAGASCAR AUX ORGANISATIONS REGIONALES : ATOUTS OU CONTRAINTES ?

CHAPITRE 1 : LES AVANTAGES ET LES OPPORTUNITES DANS UNE INITIATIVE D'INTEGRATION REGIONALE

Section 1 : Les avantages

Section 2 : Les opportunités

CHAPITRE 2 : LES CONTRAINTES DE DEVELOPPEMENT AU NIVEAU DES ORGANISATIONS REGIONALES

Section 1 : Les risques encourus

Section 2 : Le climat des investissements

Section 3 : Le degré de développement des pays membres

Section 4 : La montée de la concurrence, la concurrence déloyale

Section 5 : Les problèmes subis par les opérateurs économiques malgaches dans les exportations

CHAPITRE 3 : DIAGNOSTIC DE LA FUTURE ADHESION ET PERSPECTIVES

Section 1 : Le choix sur une intégration au niveau du COMESA ou de la SADC

CONCLUSION

BIBLIOGRAPHIE

ANNEXES

ACRONYMES

ACP	Afrique Caraïbe Pacifique
AFOA	Afrique Orientale et Australe
AGOA	Africa Growth and Opportunity Act
AIR	Accord d'Intégration Régionale
ALENA	Accord de Libre Echange Nord Américain
APD	Aide Pour le Développement
APE	Accord de Partenariat Economique
BCM	Banque Centrale de Madagascar
BNM	Bureau des Normes de Madagascar
BNT	Barrières Non Tarifaires
CAF	
CEI	Communauté d'Etats Indépendants
COMESA	COMmon Market for Eastern and South Africa
CREAM	Centre de Recherches, d'Etudes et d'Appui à l'Analyse économique de Madagascar
DSAPS	Direction de la Santé Animale et Phytosanitaire
DNQ	Direction de la Normalisation et de la Qualité
DSRP	Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté
DTS	Droits de Tirage Spéciaux
EDBM	Economic Development Board of Madagascar
FMI	Fonds Monétaire International
FMN	Firme Multi Nationale
FOB	Free On Board
GATT	General Agreements on Trade and Tariffs
IBS	Impôt sur les Bénéfices des Sociétés
IDE	Investissement Direct Etranger
INSTAT	Institut National malgache de la STATistique
JIRAMA	Jiro sy RAno MAlagasy
MAE	Ministère des Affaires Etrangères
MAP	Madagascar Action Plan
MCA	Millénium Challenge Account
NEPRU	the National Economic Policy Research Unit

NPF	Nation la Plus Favorisée
NTIC	Nouvelle Technologie de l'Information et de la Communication
OMC	Organisation Mondiale du Commerce
PAS	Politique d'Ajustement Structurel
PD	Pays Développés
PDM	Part De Marché
PED	Pays En Développement
PIC	Pole Intégré de Croissance
PVD	Pays en Voie de Développement
PIB	Produit Intérieur Brut
PNB	Produit National Brut
PMA	Pays Moins Avancé
RDM	Reste Du Monde
RISDP	Regional Indicative Strategy and Development Plan
SACU	Southern African Customs Union
SADC	Southern African Development Community
SADC (+)	pays de la SADC + Madagascar
SADC (-)	pays de la SADC – Maurice et Afrique du Sud
SADCC	the Southern African Development Cooperation Conference
SPS	Sanitaire PhytoSanitaire
TEC	Tarif Extérieur Commun
TIC	Technologie de l'Information et de la Communication
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
UE	Union Européenne
ZEP	Zone d'Echange Préférentielle
ZEP-Re	Compagnie de Réassurance
ZLE	Zone de Libre Echange
UD	Union Douanière
WITS	World Integrated Trade Solution

LISTE DES FIGURES

figure1. Ventilation des exportations 1995-2005

figure 2.

figure 3. Exportations et importations de marchandises des PMA, 1990-2004

figure 4. Aspect des exportations des PMA

figure 5.

figure 6. Part de marché de chaque pays du COMESA en 2005

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Evolution du ratio de pauvreté

Tableau 2 : Evolution de l'inflation de 2004 à 2006

Tableau 3 : Taux de chômage par faritany

Tableau 4 : Evolution des filières professionnalisantes de l'Enseignement Supérieur

Tableau 5 : Balance des paiements, flux cumulés trimestriels

Tableau 6 : Situation des indicateurs macroéconomiques

Tableau 7 : Evolution du commerce et de la production au niveau mondial, 2002 à 2005

Tableau 8 : Les échanges totaux COMESA

Tableau 9 : Les 10 premiers produits échangés entre COMESA

Tableau 10 : Le commerce de Madagascar avec le COMESA

Tableau 11 : Les tendances commerciales COMESA et pays hors COMESA

Tableau 12. Les retombées des APE pour les pays du COMESA

Tableau 13. Taux d'échanges de Madagascar, de l'Afrique du Sud, de la Maurice, et des pays hors SADC (cas de l'UE)

Tableau 14. Echanges entre Madagascar et la SADC

Tableau 15 – Importations par « blocs régionaux »

Tableau 16 – Exportations par « blocs régionaux »

Tableau 17 – Principaux produits exportés

Tableau 18 – Importations par « blocs régionaux » des pays de la SADC

Tableau 19 – Importations des pays de la SADC selon la nature des produits

Tableau 20 – Exportations par « blocs régionaux » des pays de la SADC

Tableau 21 – Avantages comparatifs par produit

Tableau 22. Evolution des recettes fiscales de 2000 à 2006

Tableau 23. Indicateur du taux de chômage

Tableau 24. Indicateur des entreprises

Tableau 25. Indicateur des exportations

Tableau 26. Balance des paiements

Tableau 27. Indicateur des Objectifs

Tableau 28. Indicateur des IDE

LISTE DES ENCADRES

Encadré 1. Les formes de protection d'un marché

Encadré 2. La politique commerciale dans le cadre du plan national

INTRODUCTION

Au cours de ces dernières décennies, les forces économiques mondiales attirent l'attention générale des pays en développement vers la tendance d'« un régionalisme ». Les déséquilibres dans certaines économies, et l'inefficacité de leurs politiques sont liés à la vulnérabilité et à l'incapacité à faire face aux phénomènes de la globalisation. Ce qui a incité les pays possédant un degré de développement bas, tels les pays du Sud, les pays membres de l'Afrique- Caraïbes- Pacifique (A.C.P) comme Madagascar ..., à former un « bloc commercial Régional ». Ainsi, devenant plus compétitifs et plus influents, ces blocs cherchent à créer un « marché commun » entre pays voisins en vue non seulement de faire intégrer ses membres à un marché international, par l'élargissement de son commerce extérieur, mais également d'atteindre une certaine envergure de commerce au niveau mondial. Particulièrement pour Madagascar, la coopération régionale avec le COMESA et la SADC figure depuis longtemps parmi ses axes stratégiques prioritaires pour assurer une croissance économique. Dans ce cas, cette initiative transfrontalière avec ces organisations pourrait devenir de vrais atouts mais également des contraintes pour l'île et ses partenaires. Dans cette étude, l'objectif est de connaître si l'intégration régionale de Madagascar dans le COMESA et la SADC est efficace, rentable, et si elle peut en tirer parti dans son adhésion, ou par contre d'estimer si elle présente des contraintes sur la santé économique de ce pays. La question essentielle consiste donc à savoir si cette intégration régionale est réellement bénéfique pour Madagascar ? Pour y répondre, le présent devoir se divisera en trois grandes parties : la *première* situe la place de Madagascar dans l'économie mondiale, la *deuxième* de son intégration en Afrique exigée par la conjoncture pour ainsi renforcer sa capacité et pour survivre dans un environnement complexe et plein de désarroi. Et la *dernière partie* traite respectivement des avantages, des opportunités, des problématiques et des contraintes pour Madagascar dans ces Organisations Régionales. Il est ici question de savoir si ce nouveau mode d'échange est une bonne ou mauvaise stratégie pour la croissance économique du pays. Enfin, cette partie se terminera par une analyse diagnostic de cette intégration régionale et des recommandations seront émises.



PARTIE I :

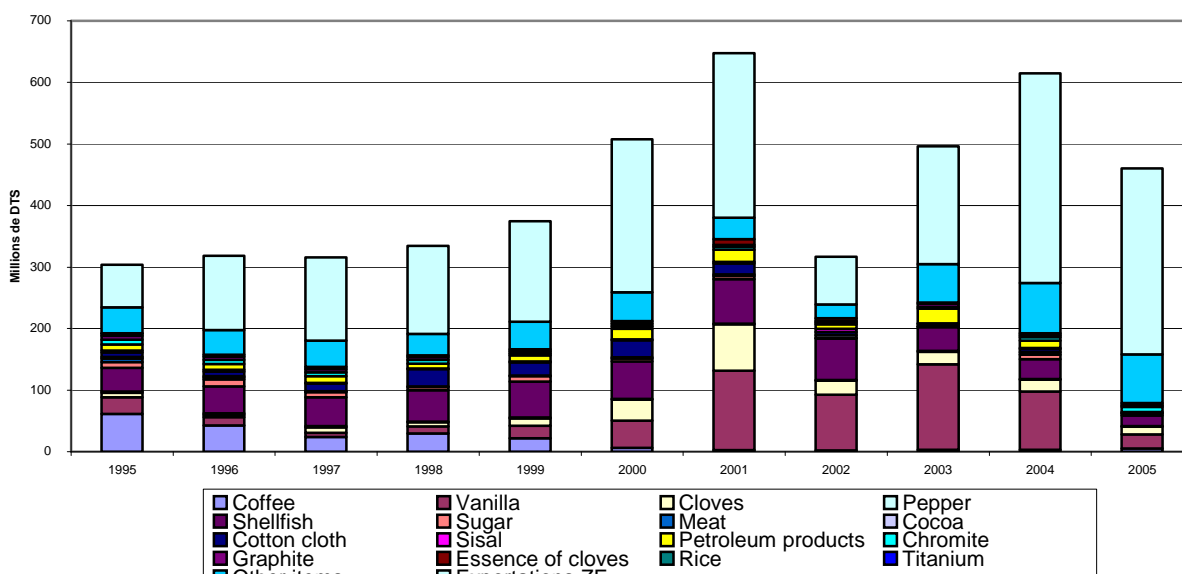
MADAGASCAR DANS L'ECONOMIE MONDIALE

PARTIE I : MADAGASCAR DANS L'ECONOMIE MONDIALE

CHAPITRE 1 : DIAGNOSTIC DE LA COMPETITIVITE DE MADAGASCAR

Classée parmi les pays à faible niveau de compétitivité, 109^{ème} sur 125 pays classés en 2006¹, Madagascar reflète un faible développement dans divers domaines (infrastructures, éducation et institutions de l'économie de Madagascar). De plus, des facteurs macroéconomiques affectent la conduite des affaires (facteurs liés au faible développement du système financier, de la politique monétaire et de la politique des changes) et partant, la compétitivité de Madagascar, notamment sur l'accès au financement et l'accélération de l'inflation.

Figure 1 : Ventilation des exportations 1995-2005



Source : Ministère de l'Economie, du Plan, du Secteur Privé et du Commerce

¹ Rapport mondial sur la compétitivité 2006-2007 du Forum Economique Mondial.

Section 1 : Rapport mondial sur la compétitivité

A. Les taux de change

Dans le cadre du flottement libre instauré en 1994, le franc malgache (MGF) a connu deux chutes massives, de 130% par rapport au DTS entre mars 1994 et février 1995, et de 93% entre Octobre 2003 et Juin 2004. Étant donné le contenu élevé en importations de la production malgache, ces dépréciations ne se sont pas traduites par une amélioration de la compétitivité, ni en terme d'exportations, ni en terme d'Investissement Direct Etranger.

B. Les normes et qualités : déficience de la compétitivité

La compétitivité dépend très étroitement de la conformité aux normes et qualités exigées des produits et services offerts. Une pluralité d'entités, entre autres, le Bureau des Normes de Madagascar (BNM), la Direction de la Normalisation et de la Qualité (DNQ) et la Direction de la Santé Animale et Phytosanitaire sont concernées directement ou indirectement par cette mise en conformité.

Les défaillances et lacunes éventuelles de ces entités risqueront de ternir l'image de Madagascar en terme de compétitivité et, par conséquent, pénaliseront ainsi l'avenir du commerce extérieur.

Section 2 : La pauvreté, un blocage en terme de compétitivité pour Madagascar

A. Indicateurs de pauvreté

La pauvreté représente de plus en plus un handicap mondial freinant tout espoir de développement d'un pays. De nos jours, on peut constater trois catégories de pays : les Pays Développés (tels que l'Europe, les Etats-Unis), les Pays Nouvellement Industrialisés ou les Pays En Développement (comme les quatre dragons asiatiques dont l'Inde) et les Pays Moins Avancés (dont les pays de l'Afrique Subsaharienne).

Conjugués aux crises aux causes diverses, mais bien évidemment économiques, en rapport à la récession économique mondiale, à l'endettement des Etats, aux effets

pervers de l'Ajustement Structurel²...ces faits ont accentué le poids de la pauvreté³ dans les pays du Sud.

Mais comment définir la pauvreté ? comment la mesurer ? quels sont les éléments pris en compte lorsqu'on parle de pauvreté ?

Certains montrent la diversité des approches, par les besoins nutritionnels et la consommation alimentaire, par le revenu, l'accès aux soins de santé, l'instruction et l'éducation. Pour d'autres, ce sont les conditions d'habitat qui sont les indicateurs de pauvreté⁴.

Tableau n° 1: Evolution du ratio de pauvreté

	2001	2002	2004
URBAIN	44,1	61,6	53,7
RURAL	77,1	86,4	77,3
TOTAL	69,6	80,7	72,1

Source : INSTAT/DSM EPM 2001-2002-2004

Ainsi, ces chiffres montrent que les indicateurs de développement ne sont pas en faveur des pays non développés, dans la mesure où être pauvre dans ces conditions, c'est n'avoir ni un système de protection devant les aléas de l'existence, ni un hôpital pour la communauté...

Madagascar présente en grande partie toutes les caractéristiques de la pauvreté mentionnées ci-dessus, avec un taux élevé de pauvreté rurale de 73,5% contre 52% en milieu urbain, que cela soit aux niveaux macroéconomique ou microéconomique, ou que cela soit interne ou externe. Le pays subit également une problématique de développement qu'elle n'arrive pas à résoudre.

B. Les problématiques de développement internes

a- Les problèmes d'organisation et de gestion de l'économie nationale

Nous pouvons relever un certain nombre de contraintes dont :

- L'inflation

Etant un pays à tendance régulière de forte hausse de prix à la consommation, notamment de 27% en 2004. Madagascar vit la persistance de l'inflation (liée aux problèmes de revenu, du prix du baril sur le marché international) qui est un facteur de

² Politique d'Ajustement Structurel ou PAS pour Madagascar imposée par la Banque Mondiale et le FMI dans les années 90.

³ Mais aussi l'une des causes de la pauvreté.

⁴ À l'exemple de Ouagadougou.

blocage, le résultat direct du déficit commercial et donc de la dévaluation. Le tableau ci-après nous illustre l'évolution de l'inflation de 2004 à 2006.

Tableau n° 2 : Evolution de l'inflation de 2004 à 2006

	2004	2005	2006
Déflateur du PIB	14,3	18,3	11,2
Indice de prix à la consommation			
Moyenne de période	13,8	18,4	10,7
Fin de période	27,0	11,4	10,8

Source : INSTAT

- **Le chômage**

Puisque la conjoncture de l'ensemble de l'économie Malgache se détériore davantage réduisant ainsi les revenus des consommateurs, les impacts en sont considérables sur le marché du travail et augmentent le chômage, essentiellement concentré à Antananarivo avec 5,9% (en 2004). Et même si l'objectif de la politique économique est de lutter contre la pauvreté, cette situation ne cesse de ruiner l'économie.

Tableau n° 3 : Taux de chômage par faritany (région ou province)

REGION/ PROVINCE	%
Antananarivo	5,9
Fianarantsoa	0,6
Toamasina	2,2
Antsiranana	2,8
Tuléar	0,8
Majunga	2,7

Source : INSTAT/DSM EPM 2004

- **La main d'œuvre : une défaillance en qualité et en quantité**

L'analyse de la qualité de la main d'œuvre à partir des dispositifs de formation fait ressortir que :

- l'offre d'enseignement supérieur s'améliore mais sa capacité d'accueil limite l'effectif des étudiants bénéficiaires de ce niveau d'enseignement ;
- la formation professionnelle et technique se développe et contribue au renforcement de la professionnalisation de la main d'œuvre. Toutefois, l'adéquation, sur les plans

aussi bien de la quantité que de la qualité, entre l'offre des compétences qui en résultent et les besoins, est loin d'être assurée.

Cependant, la main d'œuvre constitue un facteur de compétitivité important pour Madagascar, puisque le coût de la main d'œuvre est ici très faible⁵, ce qui induit une productivité relativement compétitive. Dans le secteur textile, par exemple, la main d'œuvre malgache affiche une productivité identique à celle de l'Afrique du Sud alors qu'elle est rémunérée presque au dixième des salaires de cette dernière. En dépit de cet avantage, la rareté des travailleurs qualifiés se fait sentir dans presque tous les secteurs d'activité. Notamment, dans les provinces, cette rareté est caractérisée par une offre réduite de main d'œuvre qualifiée venant de l'Enseignement supérieur⁶.

Bien que l'Etat ait entrepris des efforts pour implanter des Universités dans les provinces, on constate une forte concentration de l'offre d'enseignement supérieur à Antananarivo (avec près de 45000 étudiants, Antananarivo accueille à elle seule près de 70% des effectifs d'étudiants inscrits). Par conséquent, la disponibilité de la main d'œuvre qualifiée dans les régions de Madagascar s'en trouve limitée.

L'enseignement supérieur se subdivise en deux grandes filières : filières académiques et filières professionnalisantes. Le tableau ci-après présente l'évolution des filières professionnalisantes dans l'Enseignement Supérieur.

Tableau n° 4 : Evolution des filières professionnalisantes de l'Enseignement Supérieur

Institutions	1996		2000		2005	
	Nb de filières	%age F Prof	Nb de filières	%age F Prof	Nb de filières	%age F Prof
Université	78	1,28	83	9,64	131	20,61
IST	8	100	10	100	20	100
INSTN	0	0	0	0	1	100
CNTEMAD	2	0	6	66,67	6	66,67
Privé	0	0	47	100	53	100
Total	88	10,23	146	47,26	211	49,76

Source : Direction de la Planification de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, *Analyse* : FTHM Conseils

De 1996 à 2005, on remarque un développement des filières professionnalisant. Si en 1996, ces filières ne représentaient que 10,23% ; en 2005, elles ont atteint les 49,76%. Au niveau de l'enseignement public, elles ne sont que de 20% alors que les filières dispensées par les institutions privées sont intégralement professionnalisantes.

⁵ En 2005, le SMIG était de 30,18 USD/mois à Madagascar contre 150,5 USD/mois pour Maurice et de 78,89 USD/mois pour le Botswana.

⁶ L'enseignement supérieur englobe l'Université, l'IST, le CNTEMAD et les Instituts privés homologués (ISCAM, INSCAE,...).

Toutefois, on remarque que malgré l'accroissement du nombre d'instituts privés et la modification de certains aspects de la structure des programmes des Universités, les taux d'inscription ⁷ (3% selon le MAP) et de rentabilité (taux de réussite moyen 30% pour les Universités, 60% pour les instituts privés)⁸ au niveau de l'enseignement supérieur restent encore faibles. Ceci est dû principalement :

- ❖ à la capacité d'accueil des Universités publiques qui est fortement réduite alors que la majorité des étudiants n'ont pas les moyens d'accéder aux institutions privées ;
- ❖ au problème de relève du personnel enseignant et ;
- ❖ à la vétusté des matériels pédagogiques.

- *Les infrastructures*

De récentes études de la Banque mondiale montrent que la majorité des pays d'Afrique subsaharienne ont accumulé des retards considérables en matière d'infrastructures. A Madagascar, ces retards concernent en particulier la production énergétique et les infrastructures de transport.

En matière d'électricité, le problème est double : insuffisance de l'offre et tarifs non compétitifs. L'insuffisance de la production se manifeste, depuis 2005, par des délestages dans toutes les régions de l'île. La non compétitivité des prix est liée à la part de plus en plus élevée de l'électricité thermique dans la production. Il est clair que la croissance économique et celle du commerce ne se feront pas sans énergie.

Au moment de son accès à l'indépendance, Madagascar avait 50 000 km de routes. A cause du mauvais entretien et des sous investissements, le pays s'est vu obligé de fermer entre 300 et 1 000 km de route par année. Actuellement, le réseau routier national compte environ 33 000 km, dont 12 000 km peuvent être praticables toute l'année et environ 5 500 km de routes sont revêtues. L'accélération de la réhabilitation et de l'extension du réseau routier apparaît ainsi comme une priorité.

Quant à la qualité de l'infrastructure rurale à Madagascar, elle reste précaire et entrave, par conséquent, la productivité. En effet, les infrastructures d'irrigation se dégradent et environ 30% des superficies irriguées seulement ont été réhabilitées jusqu'à présent. En outre, le système de stockage n'arrive à absorber que les 20% des exploitations. Par contre, l'infrastructure de transport s'améliore. 977km de pistes

⁷ Contre 5% pour le Botswana, 11% pour Maurice, 10,5% pour l'Inde, 35% pour la Thaïlande.

⁸ Selon le Chef de Service de la Direction de l'Enseignement Supérieur.

rurales ont été entretenus et le taux d'accès des communes augmente à un rythme de 17% par an.

- ***Le déséquilibre des échanges extérieurs et les déséquilibres structurels***

L'existence de déséquilibre structurel nuit à l'économie, vu que l'offre est toujours largement inférieure à la demande, les importations face aux exportations, de ce fait, les prix augmentent, il y a inflation et les recettes de l'Etat sont moindres que celles des dépenses.

Parallèlement à cela, on remarque une faiblesse considérable des investissements privés. Comme cette équation montre la relation entre les différents agrégats : $Y + M = C + I + X$

Y : production

M : importation

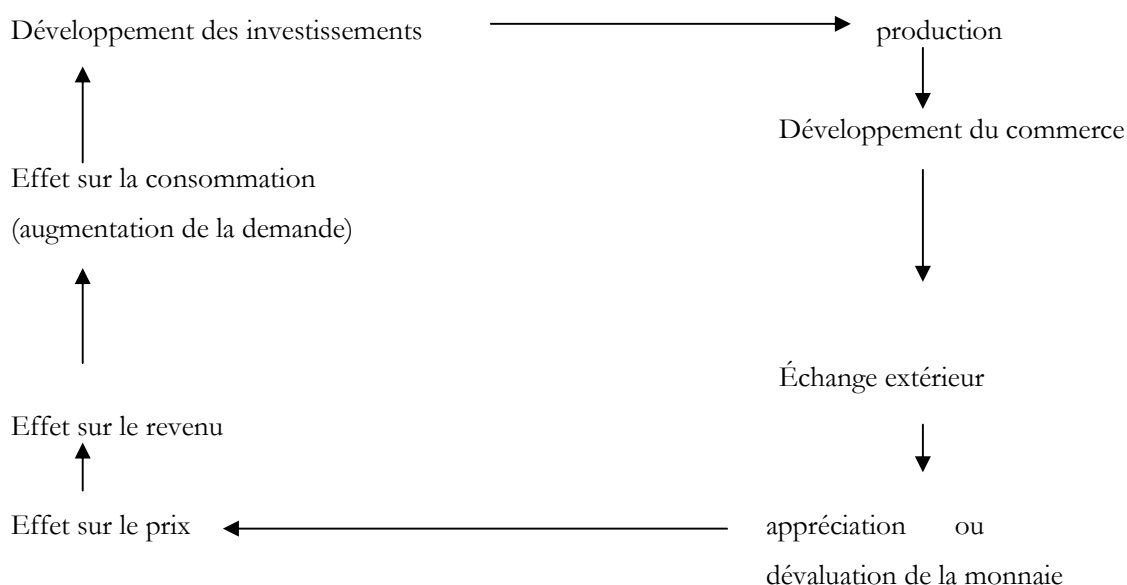
C : consommation

I : investissement

X : exportation

On aura :

Figure 2 : Schéma du circuit des investissements et production



Cependant, on constate que la théorie ne suit pas la réalité :

OFFRE < DEMANDE
RECETTES DE L'ETAT < DEPENSES DE L'ETAT
EPARGNE < INVESTISSEMENT

- *Le secteur des Services*

Par ailleurs, l'état des lieux des Services à Madagascar donne un résultat peu satisfaisant :

- Secteur tertiaire : 58% du PIB
- Transport : 19%
- Commerce : 15%
- Services professionnels : 9%
- Tourisme, voyage, santé : 5%
- BTP : 1,5%
- Financier : 1,5%
- Télécommunication : 0,75%

Tableau n° 5 : Balance des paiements, flux cumulés trimestriels

	2004				2005	
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin
BALANCE COMMERCIALE						
-exportation F.O.B	135,2	340,6	508,3	669,2	113,8	218,9
-importation F.O.B	-238,1	-501,3	-735,9	-963,6	-216,1	-440,0
OPERATIONS FINANCIERES						
-investissements directs	8,9	17,8	26,7	35,7	12,0	27,2
-autres investissements	49,5	49,5	97,5	117,1	1,0	16,2

Source : Banque Centrale de Madagascar (BCM)

b- Les problématiques de développement externes

En premier lieu ces éléments externes concernent la mondialisation, et particulièrement la transnationalisation, la mondialisation du savoir et du savoir faire. « La globalisation est l'intégration de toutes les dimensions technique et culturelle à l'échelle mondiale »⁹. Effectivement, ce phénomène mondial touchant pratiquement tous les pays est conditionné par l'accroissement du volume des échanges, par l'application d'un système de libéralisation et l'instauration de nouvelles règles (politique, sociale et économique). Par conséquent, affronter seul ce monde s'avère être un grand risque mais le défi pour affronter l'économie globale consiste en une UNION DES PAYS.

⁹ Club de lecture CEDAR/ CTRSP STA Communication.

Dans ce cas, l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) ¹⁰ a été instituée dans le but de favoriser la croissance économique et le commerce mondial en libéralisant les échanges et les investissements, promouvant un traitement spécial et différencié aux PMA. Les répercussions de ce bouleversement de la situation mondiale ont eu des impacts négatifs sur certains pays (Brésil, Mexique, Madagascar...). Recourir à l'Aide Pour le Développement (APD), aux financements extérieurs et à bien d'autres subventions... s'avèrent être un bon départ pour ainsi soulever ces pays de la dérive. Toutefois, ces appuis financiers ont de plus enfoncé ces pays puisqu'ils étaient mis en œuvre juste pendant la période post-indépendance ¹¹.

Actuellement, la *mondialisation* est comme la « *colonisation* » mais plutôt *économique, financière, sociale et culturelle* car tout dépend de l'extérieur.

- ***Le fardeau du surendettement des pays pauvres***

Suite l'indépendance ¹² de leur économie, les nouveaux dirigeants de ces pays africains anciennement colonisés étaient encore tributaires des étrangers. De plus, l'étroitesse et la division des marchés nationaux post coloniaux africains ont encore constitué un obstacle majeur à la diversification des activités économiques enfonçant ces pays dans le gouffre de l'endettement.

Ces aides financières s'accroissent de nos jours par le manque de capitaux, des moyens financiers, par un retard des échanges commerciaux, marqués par un déséquilibre du système mondial. Et cette situation oblige donc ces pays à favoriser leur insertion à partir de nouvelles planifications économiques ou dans de nouveaux axes stratégiques (exemple : PAS, DSRP, MAP pour le cas de Madagascar).

- ***La faiblesse du pays***

La présence des différentes contraintes conduit à l'élaboration d'une stratégie et à la préparation des négociations sur les Accords Commerciaux Internationaux. D'autant plus que la réalité de pauvreté frappant Madagascar la place dans la catégorie des Pays Moins Avancés, donc membres des pays ACP (Afrique Caraïbes Pacifiques), cela renforce ces initiatives.

Par rapport aux pays riches, l'île est loin d'être parfaite, avec un PIB en moyenne de cinq milliards de dollars par an (tableau n°6). Depuis les années 95, durant

¹⁰ Lors de la conclusion des négociations commerciales du Cycle d'Uruguay.

¹¹ À laquelle tous étrangers sont partis alors qu'aucun malgache n'avait la capacité à diriger une société, un pays.

¹² En général pour les pays africains.

la conjoncture d'antan, Madagascar a toujours été parmi les pays à faible développement humain avec un IDH de 0,348 et occupait la 153^{ème} place sur 174.

Tableau n° 6 : *Situation des indicateurs macroéconomiques*

	2003	2004	2005
PIB au prix courant (milliard Ar.)	6777,4	8155,6	10174
PIB au prix constant (milliard Ar.)	473,8	498,8	529,8
Taux de croissance du PIB (%)	9,8	5,3	5,1

Source : INSTAT/DSY

Ce tableau montre alors que, du point de vue des échanges, le secteur tertiaire est le plus actif, affichant 58% du PIB dont le commerce n'atteint que les 15%. Ainsi, on remarque que Madagascar possède un certain niveau de capacité commerciale encore relativement limitée, malgré les exportations des produits locaux vers les pays fortement développés (exemple : les Etats-Unis avec l'AGOA, la France avec l'APE, l'Italie...).

En outre, les produits d'exportation primaires malgaches (vanille, café, cacao...) perdent de leurs valeurs sur le marché international, baissant même jusqu'à 33.000MGF à une époque, et soit à peine 4\$ pour la vanille. Cette situation peut s'expliquer par la révolution technologique, industrielle, l'accroissement des concurrents sur le marché international et par conséquent, les « petits pays pauvres » n'arrivent plus à suivre la tendance : c'est la « *mondialisation des phénomènes* » et l'environnement socio-économique change également avec les faits marquants ci-après :

- le flux des échanges internationaux devient de plus en plus massif ;
- le flux des investissements doit suivre l'évolution de la productivité ;
- les individus se doivent d'être mieux formés, pour répondre aux normes et exigences du marché du travail.

Toutefois, même si le « *monde change* », le fossé ne cesse de se creuser entre Riches et Pauvres à l'échelle mondiale. Le problème réside, entre autres, dans le système des pays en développement où l'environnement macroéconomique reste non incitatif et non sain (insécurité, peu de concurrence...), où les industries et la main-d'œuvre ne sont pas compétitives, ce qui rend ces pays mis à l'écart et marginalisés.

CHAPITRE 2 : L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

L'élaboration de la politique commerciale doit, naturellement, tenir compte de l'environnement international, mais aussi prendre en compte les objectifs nationaux.

A cet effet, dans les tendances récentes du commerce international, l'accent est mis, notamment, sur la place des PMA et les enjeux des négociations commerciales internationales, dans le cadre de l'OMC (« Cycle de Doha »).

Les tendances des importations mondiales dans quelques secteurs intéressants pour Madagascar concernent *le tourisme, l'agri business, les mines, la pêche et l'aquaculture, le textile, et les services des TIC*.

Concernant le commerce, les IDE doivent toujours être un élément de base à prendre en compte.

Un ralentissement de la croissance économique mondiale en 2005 a été causé par la hausse des prix de nombreux produits de base en particulier du pétrole au détriment des produits agricoles et manufacturés, situation qui a conduit au ralentissement des échanges commerciaux. Par conséquent, la croissance du commerce de marchandises comme celle du PIB s'est ralentie, tout en restant supérieure à la moyenne des dix dernières années.

Mais les fortes variations des prix relatifs et le dynamisme soutenu des exportations de marchandises de la Chine ont eu un impact sur l'évolution du commerce en termes nominaux en 2005.

Quant aux PMA, leurs résultats commerciaux à l'échelle mondiale se sont également améliorés par rapport aux dernières années, ceci en dépit de la faiblesse plus ou moins continue de leur part de marché, encore inférieure à 1%. Cependant, les résultats sont variables suivant les PMA. Durant cette dernière décennie, la part des combustibles s'est accrue en représentant 37% de la valeur totale des exportations des PMA, au détriment des vêtements et des produits agricoles qui occupaient la place la plus importante dix années auparavant.

On note également, concernant les pays destinataires des exportations des PMA, une diminution progressive de l'importance des marchés des pays développés au profit des pays en développement et principalement de la Chine pour une part de 17,2% (contre seulement 3,5% en 1995).

Certes, tiré par le dynamisme des exportations de la Chine, la part du commerce mondial des pays en développement se trouve à un niveau inégalé depuis plus de 50

ans. Mais l'équilibre de l'économie mondiale dépend aussi de la situation économique des Etats-Unis dont le déficit courant s'il tend à se creuser, nuit à l'équilibre de l'activité économique mondiale et du commerce international. La plupart des observateurs pensent qu'il est préférable de stabiliser et de réduire progressivement les déséquilibres existants, pour faciliter l'ajustement inévitable à terme. Un ajustement brutal, conjugué à de fortes variations de taux de change, serait, en effet, déstabilisateur et on risquerait d'assister à une montée de tensions protectionnistes qui pourrait conduire à des mesures restrictives (maintien des subventions, imposition de quotas ... etc.).

Section 1 : L'évolution récente du commerce mondial

A. La situation du commerce mondial

Le tableau ci-dessous montre que le commerce total des marchandises a augmenté de 6,5% en termes réels en 2005, contre une augmentation de 9% en 2004.

Tableau n° 7 : *Evolution du commerce et de la production au niveau mondial, 2002 à 2005 (en prix constant, variation annuelle en pourcentage)*

	2002	2003	2004	2005
Exportation de marchandises	3,5	5,0	9,5	6,0
Production de marchandises	0,8	3,5	4,0	
PIB aux taux de change du marché	1,3	2,6	4,0	3,1
PIB en parité du pouvoir d'achat	3,0	4,0	5,1	4,3

Source : OMC

Ce chiffre de 2005 est néanmoins supérieur au taux de croissance de 2002 (3,5%) et de 2003 (5%), et au taux de croissance moyen de la dernière décennie, qui était d'un peu moins de 6%.

La scène commerciale a été marquée en 2005 par la hausse des prix de nombreux produits de base, en particulier du pétrole, tendance qui persiste encore aujourd'hui.

Cette hausse des prix du pétrole a conduit au ralentissement des importations des principaux pays développés importateurs nets de pétrole (Union Européenne, Etats Unis, Japon), de même que la Chine malgré la vigueur de son économie.

Par contre, les pays exportateurs de combustibles et d'autres produits minéraux, qui ont bénéficié de l'évolution relative des prix, ont accru leurs importations, à raison

de deux fois plus vite que le commerce mondial. Il s'agit de la Communauté d'Etats Indépendants (CEI), de l'Amérique du Sud et de l'Amérique Centrale, de l'Afrique et du Moyen Orient. Les fortes variations des prix relatifs ont eu un impact sur l'évolution du commerce en termes nominaux en 2005. Les prix des combustibles et des métaux ont augmenté d'environ un tiers cette année là, tandis que ceux de nombreux produits agricoles et manufacturés n'ont que légèrement progressé ou sont restés stables. Les prix des marchandises ont nettement moins augmenté en moyenne que l'année précédente, grâce surtout à la décélération des prix de produits manufacturés, qui représentait à peu près les trois quarts du commerce des marchandises.

En raison des fortes variations en prix relatifs enregistrées au cours des deux dernières années, la part des combustibles dans le commerce total des marchandises a atteint en 2005 son plus haut niveau depuis vingt ans. Parallèlement, l'évolution des prix a accentué la tendance à la baisse à long terme de la part des produits agricoles dans le commerce mondial des marchandises qui est tombée à un niveau historique de moins de 8% alors qu'au début des années 50, elle dépassait 40%.

Cette hausse des prix de nombreux produits de base en particulier du pétrole, a entraîné une hausse de la part du commerce mondial des pays en développement à un niveau inégalé depuis plus de 50 ans. Cette bonne performance des pays en développement résulte du dynamisme soutenu des exportations de marchandises de la Chine.

En effet, les exportations mondiales de marchandises ont augmenté de 13% dépassant pour la première fois la barre des 10 000 milliards de dollars. L'évolution sur le marché pétrolier a été le principal facteur de la forte hausse des exportations en Afrique. En 2005, les parts de l'Afrique et du Moyen Orient dans les exportations mondiales de marchandises ont atteint leur plus haut niveau depuis le milieu des années 80. L'Europe a enregistré une croissance substantielle des exportations et importations.

La croissance nominale du commerce en Amérique du Nord a modérément ralenti et a été plus ou moins équivalente à celle du commerce mondial.

Pour l'Asie, la croissance des marchandises a dépassé en moyenne celle du commerce mondial (6%). Les exportations et les importations de marchandises ont augmenté de 9,5% et 7,5% respectivement. L'évolution du commerce dans cette région est essentiellement déterminée par les performances de la Chine. On estime que les exportations de 2005 de la Chine ont encore augmenté d'un quart en termes réels, soit

plus de deux fois plus vite que les exportations totales de l'Asie ou que les importations chinoises.

La suppression au début 2005 des restrictions contingentaires, applicables aux textiles et aux vêtements, semble ne pas avoir eu, jusqu'à présent, une incidence majeure sur les conditions du marché intérieur chez les principaux importateurs : les Etats Unis et l'Union Européenne.

Par contre, la répartition des parts de marché entre les pays exportateurs a changé : la Chine et l'Inde ont accru leur part de marché tandis que d'autres pays ont vu leur part diminuée. Un an après le démantèlement de l'accord multifibre, l'analyse de l'évolution future de la situation est compliquée par la réintroduction de restrictions visant les exportations de la Chine par les Etats-Unis et l'Europe.

B. Evolution du commerce des pays les moins avancés 1995-2004

Les résultats commerciaux des PMA se sont globalement améliorés par rapport à ces dernières années, mais l'augmentation de leur part du commerce mondial, qui était très faible au départ, est encore bien inférieure à 1%.

En outre, on voit que les résultats sont assez variables selon les PMA, certains exportateurs de produits de base s'en sortent fort bien. Les pays en développement importent un pourcentage croissant de produits des PMA.

Plus explicitement cette évolution du commerce se dessine comme suit :

a- La part des PMA dans le commerce mondial des marchandises

Pour les PMA, leur part dans le commerce au niveau mondial a augmenté depuis 1990, et de manière particulièrement forte pour les trois dernières années. Malgré cela, les PMA en tant que groupe n'ont contribué que pour 0,6% aux exportations mondiales et pour 0,8% aux importations mondiales en 2004. En terme de croissance, les résultats des quinze dernières années sont mitigés (voir figures 3-4). Entre 1990 et 1998, la croissance de leurs exportations a été inférieure à celle des exportations mondiales, mais la tendance s'est inversée par la suite.

b- Le profil commercial des PMA

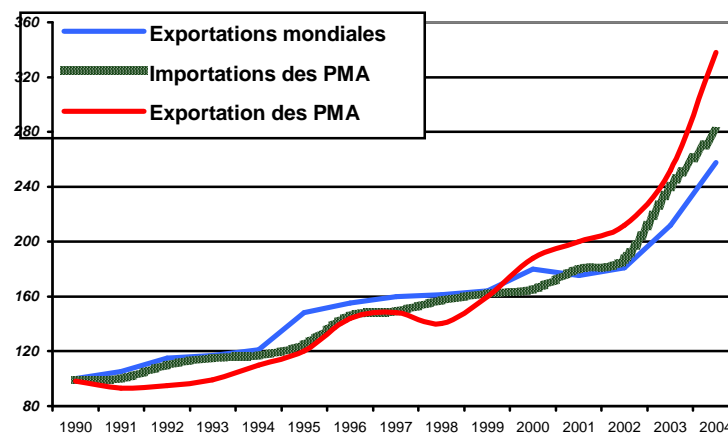
La variation du profil commercial des PMA se caractérise d'un pays à l'autre. L'Angola pour le pétrole et la Bangladesh pour le textile sont à l'origine de 35% des exportations totales du groupe. A l'inverse, les treize PMA arrivant en dernière position pour ce qui est de la valeur des exportations, ont contribué pour moins de 1% à la

totalité des exportations des PMA en 2004. Huit PMA ont enregistré des taux de croissance négatifs. Ceux dont la croissance a été positive n'ont pas beaucoup influencé le résultat global en raison de leur petite taille. L'absence de diversification des produits reste un problème pour la plupart de ces pays.

c- Un aspect intéressant de l'évolution des échanges des PMA

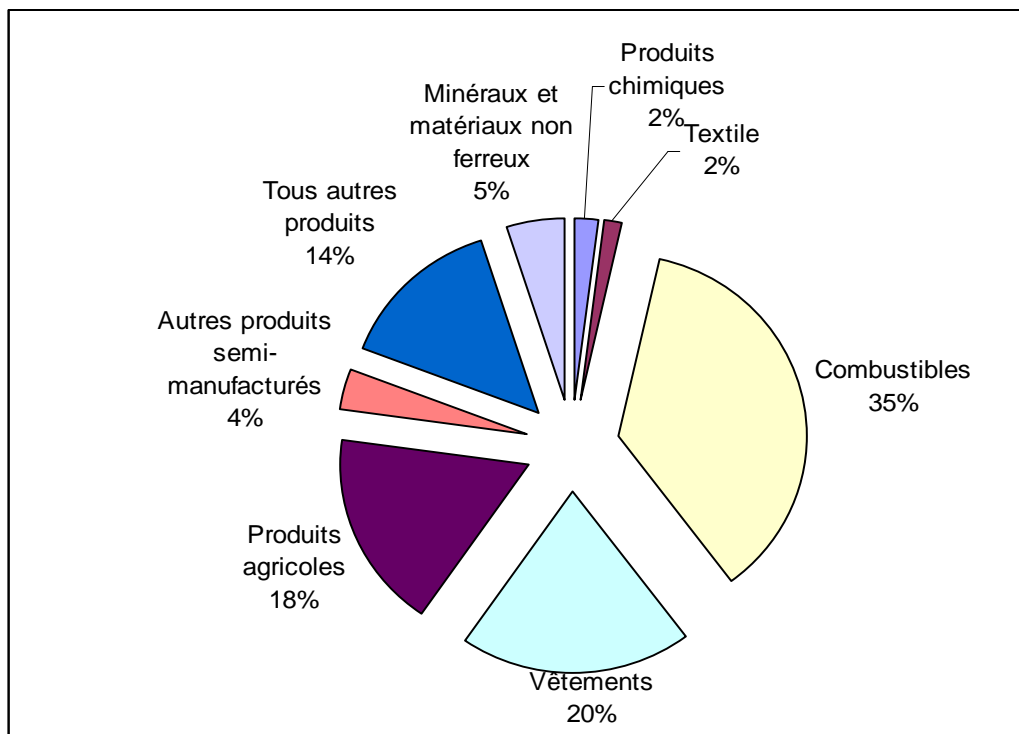
La diminution progressive de l'importance des marchés des pays développés s'explique par la nouvelle destination des exportations des PMA. En 1995, l'Union Européenne et les Etats-Unis absorbaient pratiquement 60% des exportations totales des PMA en 2004, ce chiffre est tombé à 52% et la Chine est troisième principal marché d'exportation pour les PMA pour une part de 17,2 % (contre seulement 3,5% en 1995). Les figures suivantes illustrent les tendances décrites supra.

Figure 3 : Exportations et importations de marchandises des PMA, 1990-2004 (Indice 1990 = 100)



Source : OMC

Figure 4 : *Aspect des exportations des PMA*



Source : OMC

d- Les exportations de marchandises des PMA

Quant aux exportations, elles présentent trois caractéristiques distinctes : une gamme restreinte de produits, un manque de diversification des marchés d'exportation et un faible contenu technologique.

Pendant une décennie, la part des combustibles dans les exportations de marchandises des PMA s'est considérablement accrue. En 2003, elle représente 37% de la valeur totale des exportations des PMA. Cette année là, les vêtements et les produits agricoles venaient en deuxième et troisième positions. En 1995, ces produits agricoles étaient les plus importants dans les exportations des PMA.

Ainsi se présente cette première partie consacrée à l'exposé de la place de Madagascar dans l'économie mondiale

Mais qu'en est-il de *sa place au sein du continent Africain* et de *l'évolution de son intégration dans cette région du monde* ?



PARTIE II :

***MADAGASCAR ET SON INTEGRATION
ACTUELLE EN AFRIQUE***

PARTIE II : MADAGASCAR ET SON INTEGRATION ACTUELLE EN AFRIQUE

CHAPITRE 1 : QUELLE POLITIQUE COMMERCIALE POUR MADAGASCAR EN VUE D'UNE MEILLEURE INTEGRATION REGIONALE ?

Section 1 : Une politique commerciale axée vers l'extérieur

A. D'une politique protectionniste vers une politique d'ouverture

Le protectionnisme désigne une intervention complète de l'Etat sur le commerce extérieur, par des barrières de limitation des importations, ou des aides aux exportateurs... (Annexe I).

a- Les effets d'un droit de douane

Soit le cas de deux pays A et B, si ces derniers font des échanges et que le pays A lève un droit de douane d'un taux « t » sur le pays B et sur le reste du monde. Le prix domestique du pays A sera plus élevé par rapport à celui du pays B : $P_A > P_B$ tel que $P_A = (1 + t) P_B$. Par conséquent, contrairement à une hausse de la production nationale, la demande va diminuer. Cela aura des impacts sur l'Etat par l'existence de faibles recettes fiscales et d'emblée va stimuler un balance commerciale déficitaire. Ainsi, plus un pays applique un droit de douane important, plus il perdra son bien-être économique.

b- Le commerce International

Depuis quelques années, le commerce international est devenu une tendance à laquelle chaque pays doit recourir afin de mieux affronter le système mondial. En effet, le volume des exportations est monté de 10%, dans les années soixante, à 20% en 2004, soit une valeur de 8.880 milliards USD¹³. En outre, le rythme d'accélération du commerce et du PIB mondiaux passe à une vitesse remarquable : des années 90 à 2000, rien que pour parler des exportations, elles se sont accrues de 6,4% par an et le taux du PIB de 4%. *Par conséquent, le commerce international est devenu un élément clé dans l'économie mondiale et c'est dans cet axe que l'idée de croissance par une ouverture des économies des pays s'est créée*¹⁴.

¹³ Ceci, par rapport au Produit Intérieur Brut mondial.

¹⁴ Principalement pour les PED et les PMA.

Madagascar mène une politique commerciale plus simple, essentiellement basée sur le tarif douanier. Le taux moyen appliqué du tarif (droits de douane et taxe d'importation) hors produits pétroliers est de 8,3%. Pour ceci, l'approfondissement des réformes fiscales doit donc accompagner l'ouverture commerciale.

B. Ouverture et croissance

Vu cette évolution rapide des échanges mondiaux, se traduisant par l'augmentation des exportations¹⁵, une libéralisation progressive du commerce extérieur s'avère être un bon point de départ vers l'ouverture.

Pour apprécier les liens entre ouverture et croissance, de nombreuses études ont été menées auparavant :

- en théorie économique : l'ouverture est censée stimuler la croissance, puisque le marché s'élargit, et elle (l'ouverture) accélère l'accumulation du capital¹⁶ ;
- en prenant le cas sur des échantillons de pays, le résultat montre l'existence d'un lien positif entre degré d'ouverture et de croissance, rien que pour le bien-être des consommateurs, comme l'augmentation progressive des taux d'investissements venant des IDE...

Rien n'assure cependant le fait que ce soit l'ouverture qui entraînerait, éventuellement, une croissance et non l'inverse¹⁷.

a- Effets d'un refus d'ouverture

Ici, la question fondamentale qui se pose concerne les bénéfices réels d'une ouverture. Nombreuses peuvent être les réponses et les critiques. Mais le constat d'un bouleversement de l'environnement international donne déjà un aperçu sur le contexte actuel, voire futur qui ne permet pas aux pays de jouer « cavalier seul ». Contourner toute possibilité d'ouverture en serait non profitable du fait de :

- la baisse de compétitivité ;
- l'absence d'économie d'échelle pour les entreprises ;
- coût de transport élevé ;
- chômage intensif.

¹⁵ De 1970 à 2001, elles ont varié de 5,1%.

¹⁶ Analyse des économistes socialistes, pour qui la richesse augmente seulement si le pays possède une balance commerciale excédentaire : entrée de métaux précieux.

¹⁷ En général, l'ouverture de l'économie nationale apporterait un « gain », des avantages pour le pays concerné, des effets positifs. Mais, en effet, tout dépend du pays, de son système, de sa capacité, de son management...

Cependant, ceci n'oblige en aucun cas une immédiate ouverture, mais varie selon le pays, son degré de développement et ses intérêts.

b- Stratégie commerciale : augmenter les échanges

Diminuer les obstacles commerciaux (droit de douane) entre deux ou plusieurs pays est un premier pas pour favoriser l'augmentation des échanges à l'intérieur d'un bloc commercial ou des nations. Libre échange, union douanière... toutes ces formes d'ouverture activent une certaine performance commerciale vigoureuse, conditionnant le bien-être économique car elles procurent aux agents économiques l'achat de produits à moindres coûts. En l'occurrence, on peut parler de création de commerce ou de détournement sur les termes de l'échange comme stratégie pour un meilleur choix¹⁸ :

- Si un pays partenaire dispose d'une capacité de production dont le coût est moindre que celui de la production nationale d'un autre pays, le pays en question ne devra plus importer ce produit. Dans ce cas, les deux avantages sont présents : il y aura création de commerce et la production est orientée vers un meilleur avantage comparatif.
- Un détournement de commerce consiste, soit en une différenciation des droits de douanes sur le reste du monde, soit en un non équilibre des coûts des partenaires et des prix du reste du monde. Par conséquent, ce détournement est coûteux et donc non intéressant pour le pays.

Section 2 : Tirer un meilleur parti d'un régionalisme

Le régionalisme pourrait profiter à un pays et accorder un certain niveau de libéralisation unilatérale du commerce :

- du fait de sa position dominante ;
- grâce à un accès préférentiel du pays au marché de ses partenaires ;
- comme une sorte de protection, surtout celle de l'industrie locale.

Par ailleurs, un régionalisme présente de grands avantages si l'on trouve le meilleur partenaire.

¹⁸ Un meilleur choix des pays et des produits.

A. L'accès au marché

Grâce à ce régionalisme, les Pays Moins Avancés bénéficient d'un accès aux marchés en franchise de droit et sans contingents. Tous les pays développés et en développement s'engagent à ouvrir leurs marchés aux produits exportés par les PMA¹⁹. Dans ce cas, les pays « faibles » peuvent alors assurer une protection efficace de leurs marchés nationaux et acquièrent une certaine autonomie, totale, dans les produits de leurs choix en adhérant à un bloc.

B. La politique de développement appliquée au commerce international

Dans l'Objectif du Millénaire pour le Développement (OMD), le but est de réduire de moitié la proportion de la population vivant dans la pauvreté entre 1990 et 2015. Pour parvenir à un tel résultat, un des objectifs stipule une libéralisation du Commerce International, en diminuant progressivement le niveau général des tarifs. Afin de mener à bien et d'atteindre ces objectifs²⁰, un niveau de développement à partir des relations commerciales, Madagascar a élaboré un Plan d'Action, le MAP²¹. Cette initiative est basée sur les intérêts nationaux et prévoit des résultats économiques ambitieux, dont le commerce extérieur jouera un rôle de moteur du développement économique Malgache (Annexe II).

La politique commerciale de Madagascar doit viser, entre autre, ces objectifs pour arriver à des résultats assez importants :

☞ Transformer le visage des exportations en diversifiant l'offre et en s'appuyant

sur les secteurs porteurs

- Tourisme
- TIC
- Textile
- Pêche et Aquaculture
- Agri business
- Mines

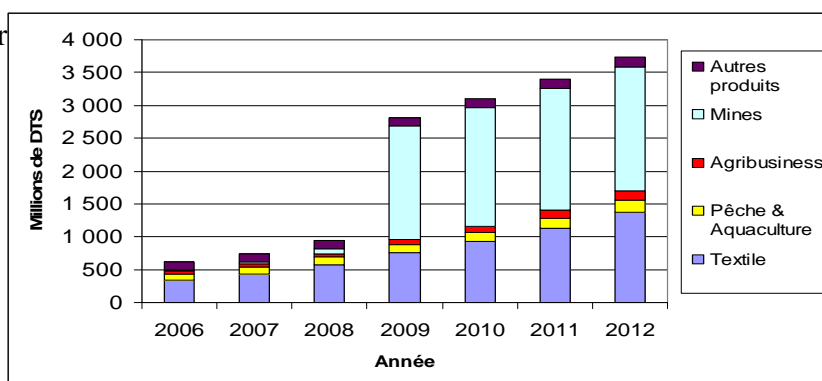


Figure 5 : Les exportations envisagées de 2006 à 2012

¹⁹ Ceci sans quota pour 97% de produits.

²⁰ De réduction de la pauvreté, selon les Objectifs du Millénaire pour le Développement.

²¹ Ou le Madagascar Action Plan

Pour ce faire, Madagascar doit encore mettre en œuvre des réformes liées aux échanges commerciaux par une amélioration de la procédure douanière. A cet égard, l'institution d'un droit de douane économique constitue un stimulant indispensable pour le progrès de l'activité nationale. Par ailleurs, l'exportation est encouragée malgré l'existence de quelques restrictions au niveau des produits d'importance stratégique ou de produits agricoles. Et des programmes d'incitation ont été initiés pour encourager les investissements notamment par la réduction d'impôt. C'est pourquoi il est nécessaire d'analyser un certain nombre de mesures, agissant directement sur les importations et les exportations.

La douane va mettre fin à une démarche conservatrice dans le domaine des procédures douanières en introduisant le concept de facilitation dans le code des douanes. La mise en place du logiciel *Sydonia* ++ (système douanier automatisé) et de nouveaux équipements tels que le scanner géré par la douane et la SGS, va moderniser l'ensemble du dispositif. Cette société a reçu mission d'effectuer une vérification sélective des éléments fondamentaux de la déclaration en douane des marchandises importées, avant embarquement.

Dans l'optique de simplifier les formalités douanières et afin de mieux intégrer l'économie nationale dans le commerce international, le droit de douane et la taxe d'importation ont été fusionnés en une seule taxe. Le nouveau Droit de Douane comprend quatre quotités :

- **0%** : médicaments, semences, produits vétérinaires, moustiquaires imprégnés d'insecticides, tracteurs ;
- **5%** : matières premières ;
- **10%** : pièces de rechange, intrants, équipements ;
- **20%** : biens de consommation et autres.

Madagascar, à l'instar d'autres pays, ne possède pas de législation en matière d'origine étant donné qu'il s'agit d'un principe qui régit les échanges entre deux parties contractantes d'une intégration régionale. Seulement, dans les relations bilatérales (exemple : Chine – Madagascar) un certificat d'origine malgache des produits est délivré, à titre de justification, à la demande du partenaire.

Des mesures de contrôle peuvent être instituées à l'encontre des marchandises facturées par le fournisseur à un prix inférieur au prix normal, c'est le cas d'importation de marchandises de l'Asie du Sud dont la valeur est minorée. Les professionnels du



commerce s'apprécie à sa juste valeur. Un redressement est effectué par la SGS, mais l'action de celle-ci ressemble à un coup d'épée dans l'eau en raison de l'étroitesse du marché malgache.

Certains produits locaux sont menacés (exemple le savon). Ces mesures peuvent être créées pour protéger le marché national en rétablissant l'équilibre des prix, normalement assuré par le tarif douanier, entre la production malgache et les productions étrangères, lorsque pour une cause quelconque, cet équilibre se trouve rompu en faveur de ces dernières.

CHAPITRE 2 : MADAGASCAR ET L'AFRIQUE, L'ACCES AUX ORGANISATIONS REGIONALES EN AFRIQUE



Section 1 : L'Intégration Régionale en Afrique

A. La vision d'une Intégration Régionale

La situation mondiale contraint-elle les PED de l'Afrique à considérer l'idée d'une Intégration Régionale ? Conformément aux Accords du GATT, une dérogation spéciale est accordée dans les blocs régionaux²². Une dérogation régie par des conditions facilite la fluidité des échanges intra membres, par:

- ❖ la suppression des obstacles tarifaires et non tarifaires pour le commerce réciproque ;
- ❖ l'absence d'obstacles au commerce avec des pays tiers, à partir d'un Accord préférentiel entre les membres.

Compte tenu de l'accroissement rapide des échanges financiers et commerciaux liés au système mondial, l'Intégration Régionale permet à des pays « faibles » d'intégrer dans un bloc et d'en sortir « forts ». Ayant une économie totale importante, ce bloc pourra bénéficier de grands avantages de ses partenaires (cas de Madagascar avec l'AGOA). Cependant, les avantages ne seraient effectifs si chacun agissait séparément. En outre, une autre raison pour préférer l'Intégration Régionale est l'accès au marché, soit sur les exportations, soit sur les importations. Cet accès sans droit de douane au marché des membres constitue l'un des atouts d'une adhésion, en l'occurrence du libre échange. Préférer l'Intégration Régionale est alors une stratégie de protection aux barrières tarifaires qui facilite l'initiative d'industrialisation des pays et réduit le coût de la protection pour générer des gains.

a- Stimuler l'Investissement

L'investissement représente un élément clé du développement et un des objectifs principaux des pays à intégrer un bloc économique régional. Elargir le marché, avoir une concurrence élevée, une plus grande crédibilité...constituent un moyen pour attirer

²² Puisqu'ils sont non conformes à la clause NPF du GATT.

l'attention des investisseurs en quête d'une accumulation de capital²³. En effet, plus on investit, plus il y a entrée de ressources, donc du revenu et une augmentation de la demande.

Dans le cadre du Régionalisme, les IDE (représentés par les Firmes Multi Nationales ou FMN) sont particulièrement des outils économiques générateurs de revenu national. Pour le cas de l'ALENA, augmenter les flux d'IDE est un objectif prioritaire pour la croissance économique. L'Intégration Régionale, basée sur une libéralisation des échanges, montre que la baisse des droits et des coûts de transaction sur les biens d'équipement réduit le prix de ces biens et augmente le taux de rendement et l'accumulation de capital. Dans ce cas, elle peut améliorer le secteur financier, par la réduction des taux de prêts, ce qui stimule et augmente l'investissement. Cependant, une intensification des investissements dans les zones Nord-Sud, par l'amélioration des activités économiques, est plus probable que dans les zones Sud-Sud. Ainsi, les réformes comme la privatisation, la libéralisation du marché, ainsi que la stabilité macroéconomique devraient rehausser l'investissement, par un environnement économique sain et incitatif.

Pour ce faire, l'image ou la crédibilité est alors importante pour un pays qui souhaite rendre meilleure son économie. La confiance est également de rigueur pour éviter toute méfiance de ses partenaires.

Pour Louis Michel²⁴, l'Intégration Régionale est un moteur de développement et un frein aux dérives de la Globalisation. De plus, la Valeur Ajoutée des initiatives d'Intégration et de Coopération Régionales est considérée comme un outil efficace de développement, de lutte contre la pauvreté et d'insertion plus juste dans l'économie mondiale. Notons également que négliger les questions commerciales dans les politiques de développement pourrait causer des conséquences désastreuses à un pays²⁵.

b- Les formes d'Intégration Régionale

L'Intégration Régionale varie selon l'objectif recherché du pays qui désire intégrer un bloc et selon son degré de développement.

²³Le capital (entre autre l'épargne) est un facteur mobilisateur de la richesse. De plus, selon les mercantilistes, la monnaie est la puissance et la richesse de l'Etat.

²⁴ Prix Nobel de l'Economie en 2001 et Commissaire Européen au développement et à l'aide humanitaire.

²⁵ Peter Mendelssohn, Commissaire Européen au Commerce, *In Actualité Afrique de l'économie Centrale*, 2005.

❖ **La Zone d'Echanges Préférentielle (ZEP):**

Au début, la ZEP était pratiquée sous forme de « Tarifs Douaniers Réduits ». Du 1^{er} Juillet 1984 au 31 Décembre 2000, les échanges intra régionaux dans le cadre de la ZEP ne concernaient qu'un groupe limité de produits consignés sur une liste commune de marchandises devant bénéficier d'un traitement préférentiel²⁶. Au début, la ZEP voulait encourager le commerce des matières premières, des produits intermédiaires, des biens d'équipement et des marchandises de consommation de valeur pour favoriser le développement économique des Etats membres. Et vu la réduction progressive des droits de douanes, un Programme d'assouplissement et de suppression des Barrières Non Tarifaires au commerce intra régionaux sera promu :

- restriction quantitative ;
- licences d'exportation et d'importation ;
- contrôle des changes ;
- indication des sources d'importation ;
- interdiction des importations ;
- dépôt d'une avance aux importations ;
- autorisation conditionnelle des importations et des charges spéciales pour l'obtention des devises.

La ZEP a donc été peu utilisée et n'est qu'une étape vers la ZLE. En Afrique Australe, elle est devenue le COMESA.

❖ **La Zone de Libre Echange (ZLE) :**

Dans cette forme, les pays membres ou futurs membres bénéficient d'aucun tarif douanier envers les autres produits originaires des autres partenaires intra bloc. Quant à la rentrée des produits des pays hors zones, ces produits sont contraints de subir un contrôle douanier à chaque frontière, mais les contingentements de leurs produits sont supprimés. Ce qui rend la Règle d'Origine importante.

❖ **L'Union Douanière (UD) :**

Afin de se protéger des contrôles aux frontières de chaque pays membre, et de faciliter l'insertion sur le marché régional, le bloc régional en question se doit de

²⁶Le Traité de la ZEP classait les produits de la liste commune en six groupes : les produits alimentaires (sauf denrées de luxe), les matières premières (agricoles et non agricoles), les produits intermédiaires, les produits manufacturés de consommation, les biens d'équipement, les produits de luxe.

standardiser ses tarifs douaniers envers les pays non membres. De ce fait, des Tarifs Extérieurs Communs (TEC) sont définis par produit et créeront, ensuite ainsi une zone d'Union Douanière, c'est-à-dire que les marchandises importées dans la zone sont soumises à des droits uniques à la première frontière et peuvent circuler librement ensuite. Les recettes douanières perçues y afférentes seront réparties en référence au pourcentage négocié pendant la création de l'Union Douanière.

La ZEP, la ZLE, l'Union Douanière sont des arrangements purement commerciaux, mais dans les autres domaines, chacun garde son avantage absolu. Quant aux deux dernières formes d'Intégration, les engagements ne sont pas tenus par les aspects commerciaux.

❖ **Le Marché Commun (MC) :**

Ce type d'Intégration atteint déjà une échelle assez importante, puisqu'il ne se limite plus au commerce. Il arrive à un moment où l'on peut circuler librement à l'intérieur de la zone : les facteurs de production, les investissements, la main-d'œuvre, les hommes et les marchandises. Créer un marché commun suppose des difficultés de réalisation, et seule l'Union européenne a réussi jusqu'à présent.

❖ **L'Union Economique et Monétaire (UEM) :**

Dans ce cas ci, les objectifs sont fixés à :

- unifier les politiques fiscale, budgétaire et monétaire, économique du bloc régional comme s'il s'agissait d'un seul pays avec son propre Etat et son propre Gouvernement.

Par conséquent, les pays peuvent même aboutir à un accord de création monétaire unique, commune (cas de l'Euro pour l'Union Européenne).

Madagascar s'est engagée dans une large libéralisation de son économie. La croissance s'est continuellement accélérée pour atteindre 4,6% sur la période 1997-2001 (moyenne annuelle). Cette croissance a été tirée par les investissements privés et les exportations qui ont pu bénéficier de plusieurs accords préférentiels (Convention de Cotonou, AGOA, ...). Pour maintenir une croissance soutenue dans les années à venir

et compte tenu de la faiblesse de la demande intérieure, Madagascar doit trouver de nouveaux marchés porteurs pour les produits malgaches. Tout en misant sur la pénétration accrue des marchés internationaux, Madagascar tente d'asseoir sa croissance sur des bases régionales en participant à différents accords d'intégration régionale. Ces accords (COI, COMESA et de nombreux accords bilatéraux) impliquent la libre circulation (sans droits de douane et taxes d'effet équivalent), partielle ou totale, des marchandises entre pays membres. C'est dans ce cadre que Madagascar négocie son entrée dans la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe (SADC).

B. Madagascar face au COMESA



La régionalisation (ou l'appartenance multiple), acquise comme un passage préliminaire forcé pour faire part de l'économie mondiale et s'insérer dans le Commerce International, incite les pays déjà membres d'un bloc régional à d'autres organisations. Tel est le cas des quatre pays ACP de la COI, également membres du COMESA ou Common Market for Eastern and South Africa.

Créé en Décembre 1994, le COMESA est une organisation à vocation régionale, formée de vingt pays de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique Australe²⁷.

a- Les organes du COMESA

On en recense huit organes qui sont respectivement :

- **La Conférence** : est constituée par l'organe suprême du COMESA qui est l'autorité des Chefs d'Etats et de Gouvernement. Cet organe prend les décisions finales selon les orientations générales de l'organisation, par un consensus.
- **Le Conseil des Ministres** : est constitué des Ministres désignés par les Etats membres respectifs et qui sont responsables de l'exécution des orientations générales conformes aux dispositions du traité, du contrôle et du suivi au bon fonctionnement et au développement du marché commun.

²⁷ Angola, Burundi, les Comores, Djibouti, Egypte, Erythrée, Ethiopie, Kenya, Madagascar, Malawi, Maurice, Namibie, Ouganda, République Démocratique de Congo (ex Zaïre), Rwanda, Seychelles, Soudan, Swaziland, Zambie, Zimbabwe.

- **La Cour de Justice** : veille à ce que l'interprétation et l'application du Traité soient respectées ou réalisées. Au niveau du COMESA, de nombreux comités existent pour traiter un secteur particulier tel que l'agriculture, la douane, le transport...
- **Le Comité des Gouverneurs des Banques Centrales** : est composé de, soit de Gouverneurs, soit des autorités monétaires désignées par l'Etat même. Ce Comité élabore les programmes et les plans d'action dans les domaines financier et monétaire, suit de près et s'assure de leur exécution.
- **Le Comité Intergouvernemental** : composé des Secrétaires Généraux ou des directeurs Généraux des Ministères désignés pour mettre en œuvre les programmes et les plans d'actions adoptés dans le domaine de la coopération.
- **Les Comités Techniques** : dont respectivement- le Comité des affaires administratives et budgétaires, - le Comité agricole, - le Comité des systèmes globaux d'information, - le Comité énergétique, - le Comité des Affaires financières et monétaires, - le Comité industriel, - le Comité juridique, - le comité des ressources naturelles et de l'environnement, - le Comité du Tourisme et de la faune et de la flore sauvages, -le Comité du commerce et des douanes, - le Comité des transports et communications.
- **Le Secrétariat Général** : est dirigé par un Secrétaire Général²⁸, actuellement par un Kenyan, ERATUS Mwencha nommé durant les Sommets des Chefs d'Etats, avec un mandat de cinq ans, renouvelable une fois.
- **Le Comité Consultatif des milieux d'affaires** : constitué des représentants des milieux d'affaires et d'autres groupes d'intérêt des Etats membres.

b- Les Institutions en relation avec le COMESA

Considéré actuellement comme étant le groupe le plus avancé, le plus structuré dans le processus de l'Intégration Régionale et dans le cadre de la mise en place d'une Zone de Libre Echange ou ZLE, plusieurs Institutions dont essentiellement :

- **La Banque de Développement de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique Australe**, qui est l'un des créanciers à court et long terme du COMESA sur les échanges intra- membres et l'un des investisseurs de la zone. Chaque pays membre peut bénéficier d'une part de capital de la Banque pour le compte d'un pays membre.

²⁸ Le Secrétaire Général agit comme étant le Chef Exécutif de l'organisation régionale, mais avec un pouvoir limité.

- **Une chambre de Compensation** qui, auparavant, prenait en compte les besoins du Secteur Privé, du fait de la libéralisation des transferts de devises et doit donner sa place à des services plus qualifiés, comme :

- ❖ l'Africa Commerce Exchange ou ACE,
- ❖ le COMPASS qui est un système de règlement et de paiement,
- ❖ le Projet Régional de Facilitation du commerce opérationnel depuis 2002.

- **La Compagnie de Réassurance (ZEP-Re)**, étant une Compagnie à laquelle les pays membres peuvent être adhérents.

- **L'Organe Commercial de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique Australe (ESABO)**, qui est une organisation du Secteur Privé dont l'objectif est de profiter du dialogue entre les Secteurs Privés des pays membres pour améliorer les échanges.

Enfin, encourager la création d'Association de Secteurs Privés par secteur d'activité, d'opérateurs économiques, d'hommes d'affaires figure parmi les objectifs du COMESA, en vue de faciliter le développement des industries régionales à être plus compétitives.

c- Les objectifs fixés par le COMESA

En général, la priorité du COMESA consiste à promouvoir l'Intégration Régionale par le commerce et l'investissement, et ses objectifs consistent en :

- Une réalisation de la croissance et d'un développement durable des Etats membres ;
- La création d'environnement propice aux investissements étrangers, transfrontaliers et locaux ;
- La valorisation de la paix, de la sécurité et de la stabilité parmi les membres, afin d'accroître le développement économique de la région.

Le COMESA cherche ensuite, à renforcer son image en tant que communauté économique régionale pleinement intégrée au niveau international et dont la prospérité économique estimée sera démontrée en partant d'un niveau de vie « amélioré », avec la mise en place d'une Union Douanière en 2015.

d- COMESA-ZLE, COMESA- Union Douanière, COMESA- Marché Commun

La ZLE fut créée en 1994 et basée sur le fait que tout pays membre subisse une réduction tarifaire douanière basée sur la réciprocité :

- Octobre 1993 : 60% de réduction tarifaire

- Octobre 1994 : 70%
- Octobre 1996 : 80%
- Octobre 1998 : 90%
- Octobre 2000 : 100%²⁹

Par rapport à cette réduction totale des tarifs, les Barrières Non Tarifaires ont également baissé, les quotas sur les importations sont limités, ainsi que les transferts de devises. Après Octobre 2000, 11 Etats membres ont encore continué leurs échanges dans des conditions préférentielles de 20 à 40% de leur taux de Nation la Plus Favorisée. Donc, depuis 1999, les règles d'origine³⁰ ont été alors définies selon les exigences internationales de l'Accord de l'OMC :

- Le produit a été entièrement fabriqué dans le pays (mine, élevage, agriculture) ;
- La valeur CAF des matières importées ne dépassant pas 60% du coût total de la marchandise ;
- La valeur ajoutée lors de la transformation est d'au moins 35% du coût total ;
- La transformation a entraîné un changement de la position tarifaire ;
- Le produit est inclus dans une liste spécifique de produits ayant une importance économique pour un pays tel qu'un pays membre.

En Décembre 2004, l'idée de former une Union Douanière constituait l'étape suivante du COMESA. Comme il s'agit d'une Union, tout est basé sur un objectif commun :

- nomenclature tarifaire commune ;
- tarif extérieur commun³¹ ;
- législation, règlement et procédure douanière communes.

De plus, pour réaffirmer et renforcer son image à l'échelle mondiale, le COMESA souhaiterait réaliser une Intégration plus avancée, en attirant l'entrée des IDE. Dans ce cas, une Agence Régionale a été créée afin de promouvoir cette zone.

²⁹ Notes de Liva Raharijaona in « *INITIATIVE AUX NOUVELLES REGLES DU COMMERCE INTERNATIONAL* », 2001 p.77.

³⁰ Ces règles d'origine cherchent à promouvoir et à permettre le développement industriel, l'emploi et les activités économiques régionales générales.

³¹ Les taux du tarif extérieur commun sont : 0% pour les biens manufacturés, 5% pour les matières premières, 15% pour les produits intermédiaires et semi-finis et 30% pour les produits finis ou biens de consommation.

Et enfin, les membres prévoient la création d'un marché commun en 2014, qui stipule une certaine libre circulation des biens, des services, des capitaux et des personnes.

e- Les tendances commerciales existantes au sein du COMESA

- Les structures des échanges intra membres

Sur la période 2000 à 2005, les échanges au sein du COMESA ont accru de 2,7 millions USD (valeur en 2000) à 3,9 millions en 2004, soit +40%. Ceci peut s'expliquer par les mesures incitatives qui motivent le commerce de cette zone. Par ailleurs, l'entrée de nouveaux membres augmente davantage le flux des échanges inter régionaux : 72% avec l'insertion du Burundi et du Rwanda, et 80% (estimation) avec l'intégration de la Libye et des Comores. Sur ces échanges inter COMESA, on remarque une croissance stable dont, l'accroissement jusqu'en 2004, a atteint 43% (1878,6 millions USD). Par conséquent, le lancement du COMESA en tant que ZLE a stimulé et fortifié la création du commerce, au lieu d'une diversion, comme le démontre le tableau suivant.

Tableau n° 8 : Les échanges totaux COMESA

	2001	2002	2003	2004	2005
Exportations	21.313	23.932	31.640	34.558	53.324
Importations	33.570	41.072	37.737	42.896	62.767
Total des échanges	54.883	65.004	69.378	77.454	116.091

Source: COMSTAT database and WTO

Malgré les mesures de facilitation du commerce intra régional, seulement 5 à 9% du commerce extérieur constitue le total des pays au sein du COMESA.

Figure 6 : Part de marché de chaque pays du COMESA en 2005

2005	2%	3%	4%	3%	5%	4%	8%	7%	12%	9%	15%	28%
PDM	M/C AR	M/RICE	MA/WI	RWANDA	ETH/PIE	ZIM/BWE	EGYP.	CONGO	Soudan	Z/BIE	OUG/DA	K/NYA

Quant aux produits échangés, la liste concerne quelques produits de première nécessité (huile...) et principalement des produits manufacturés (grande valeur). Dans ce cas, on note également quelques produits d'exportation traditionnels (café, coton...). En

effet, Madagascar est un grand producteur mais n'arrive plus à assurer sa production. Ce qui conduit à une perte de marché liée à l'importation, au lieu d'en produire par elle-même pour ainsi à son tour bénéficier des avantages.

Tableau n° 9 : Les dix premiers produits échangés intra COMESA

<i>Description du produit</i>	<i>Valeur à l'exportation</i>
Huiles moyennes et préparation	258.340.634
Thé noir fermenté et thé partiellement fermenté	176.837.512
Huiles légères et préparation	138.340.740
Ciment Portland	70.677.308
Chocolat et autres composantes alimentaires contenant du cacao	61.809.317
Acide alginique, sels et éthers à l'état brut	49.805.311
Canne à sucre brut (sans arôme ni colorant)	49.024.770
Mélange de substances utilisées dans l'industrie alimentaire et des boissons	41.483.939
Café (sans café moulu et décaféiné)	39.723.598
Coton, non carde ni peigne	38.118.097

Source : colloque sur l'intégration régionale 28/06/06 et 29/06/06

- Le commerce de Madagascar avec ses partenaires du COMESA

Pour le cas de Madagascar, son entrée au sein du COMESA ravive la performance de son commerce et de ses échanges. Cependant, cette performance est très limitée, dû à de nombreuses difficultés,

- internes, par le problème de financement pour accroître la production, par le problème de facteur mobilisateur des activités économiques ;
- externes, par la forte concurrence des pays voisins tels que Maurice, qui ne cesse de ronger les bonnes parts sur le marché...

En effet, de 1997 à 2005, la balance commerciale Malgache est toujours déficitaire en dépit de l'existence de nombreux partenaires non membres du COMESA, qui leur rendent la tâche plus facile (Annexe VII), parmi lesquels la France qui reste à 55% son partenaire commercial principal (Annexes VII-VIII). Le tableau suivant illustre la situation globale du commerce de Madagascar avec le COMESA.

Tableau n° 10 : Le commerce de Madagascar avec le COMESA

Millions USD	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Exports	11.2	15.0	14.4	16.6	11.0	14.4	13.5	41.4	20.2
Re-exports	3.8	6.5	0.8	2.4	0.8	0.0	0.7		1.5
Total Exports		21.5	15.2	19.0	11.8	14.5	14.2	41.4	21.7
Imports	41.6	30.4	53.5	63.5	37.8	33.6	65.3	86.3	101.3
Balance commerciale	-26.7	-8.9	-38.3	-44.4	-26.0	-19.1	-51.1	-44.9	-79.6

Dans le cadre du COMESA, les membres dont Madagascar fait partie, sont actuellement au stade suivant de l'Union Monétaire et l'Union Economique et Commerciale. Or, ce qu'il faut savoir c'est qu'elle ne détient que 1% de la part de marché intra-COMESA, alors que Maurice a 3% et l'Egypte représente en tout 40 à 50%.

Quant aux produits échangés, pratiquement tous les produits sont exportés, allant du plus léger (timbres, bois, oignons...) aux plus précieux (crevettes, pétrole,...). Et pour les produits importés, ce sont principalement des matières premières, des produits alimentaires. Pour les pays du COMESA, en général, la **balance commerciale** est **déficitaire** de -37.492.907 USD. Par rapport aux échanges **hors COMESA**, les **valeurs** sont environ **trente cinq fois plus élevées** pour les **exportations** et **dix fois plus** que les importations au sein du COMESA, avec un déficit commercial de -175.538.676 USD.

- Les relations commerciales du COMESA avec les non membres et sa position par rapport au reste du monde

La croissance comparative des échanges inter COMESA avec les hors ou non membres du COMESA montre une certaine défaillance des non membres.

Période	Membre de la ZLE	Non membre de la ZLE
2000-2001	6%	9%
2001-2002	32%	31%
2002-2003	-9%	-2%
2003-2004	12%	-8%

En dépit de ces mauvais résultats des pays hors commerce ZLE, leur commerce a donné environ 95% du total des échanges pour l'année 2004. Quant à la croissance de



7%, en 2003, des échanges hors COMESA, en valeur cela donne 4.537,3 millions USD, soit 21% de plus que les échanges effectués inter COMESA, en 2004. Et même si l'accroissement des échanges entre membres est très impressionnant, le commerce avec le reste du monde domine encore de loin : 69.223,2 millions USD contre 3.746,4 millions USD.

Aussi, les membres et les non membres de la ZLE ont-ils enregistré des échanges bénéfiques avec le reste du monde³², soit 25% et 33%.

Tableau n° 11 : Les tendances commerciales COMESA et pays hors COMESA

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Exports	272,2	322,1	417,4	560,6	300,6	229,1	672,2	962,0	573,1
Re-exports	30,3	24,3	48,7	109,3	4,8	1,3	3,4		71,1
Total exports	302,5	346,4	466,1	669,8	305,3	230,4	675,6	962,0	644,2
Imports	570,9	583,3	707,2	904,7	566,1	385,6	1021,2	1628,4	1382,9
Balance commerciale	-268,4	-236,9	-241,2	-234,9	-260,8	-155,3	-345,5	-666,4	-738,8

Source : données sur colloque sur l'intégration régionale (2006)

Par ailleurs, face à l'évolution du système mondial, le commerce extérieur avec le reste du monde s'avère être une nécessité pour les pays économiquement faibles. En effet, les économies restent et doivent rester étroitement liées aux autres pays développés tels que l'Europe, de plus en plus à l'Asie et aux Etats-Unis.

A l'instar de l'APE, les impacts sont plus significatifs pour l'AFOA. Au lieu de détourner le commerce, l'APE a pu créer plus de marché. Cependant, des risques de revenu important en sont liés.

Tableau n° 12 : Les retombées des APE pour les pays du COMESA

Million \$	Création de commerce	Diversión de commerce	Div. intra-REC	Commerce créé par unité de commerce diversion
COMESA	909,9	-242,7	-14,1	3,7

Source : colloque sur l'intégration régionale

³² Les non membres sont les pays Africains, de l'Afrique Subsaharienne et le reste du monde est composé des pays non Africains.

C. L'intégration de Madagascar dans le cadre de la SADC



Créée en **Avril 1980** par les Gouvernements de neuf pays de l'Afrique Australe, la **SADCC** (Conférence pour la coordination du Développement de l'Afrique Australe)³³. Cette Conférence était au départ une tentative de regroupement des pays frontaliers d'abolition de l'Apartheid pour s'évader de la dépendance économique envers le voisin Sud Africain³⁴ et aboutissait à une Communauté, une marche vers une Intégration Régionale, réalisée par la signature du traité de Windhoek en 1992, à Namibie.

a- Les institutions de la SADC

Ces Institutions sont respectivement :

- **Le Sommet des Chefs d'Etats**
- **La troïka**, qui est un système consistant en la Présidence, future et sortante de la SADC, un système mis en place depuis sa création lors du Sommet de Maputo, Mozambique en Août 1999³⁵. La troïka a permis à la SADC de réaliser les décisions et de guider les Institutions de la SADC dans les diverses réunions de la SADC.
- **Le Conseil des Ministres**, qui est l'élément clé de la Communauté car il prépare toutes les décisions, et réunit les Ministres des Affaires étrangères et les Ministres techniques de chaque domaine.
- **L'Organe**, qui réunit les Ministres des Affaires étrangères, de la Défense et de la Sécurité.
- **Le Comité sectoriel des Ministères**, réunissant tous les Ministres d'un secteur et procède au moins une fois par an de réunion. Ce qui la distingue du COMESA, c'est que chaque Comité est dirigé par un pays membre. Celui-ci vise à orienter les questions politiques, la coordination et l'harmonisation des activités multisectorielles.

³³ Afrique du Sud, Angola, Botswana, République Démocratique du Congo, Lesotho, Malawi, Mozambique, Madagascar, Malawi, Namibie, Swaziland, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe.

³⁴ Qui a rejoint ladite Communauté en 1994 pour en devenir le leader.

³⁵ Ce système sera inclus au niveau du Sommet, sur la politique, la Défense et la Sécurité, du Conseil et de la Commission permanente des Cadres Supérieurs.



- **La Cour de Justice**, qui prévoit les dispositions pour une Cour de Justice. Elle va assurer le suivi, l'interprétation correcte des dispositions du Traité de la SADC, trancher sur les conflits qui lui sont soumis.
- **Les Commissions nationales de la SADC**, qui sont formées par des partenaires clés (gouvernements, les secteurs privés et la société civile), dont les principales fonctions consistent à contribuer sur la formulation politique et stratégique des régions, coordonner et superviser la mise en place des programmes d'action au niveau national.
- **Le Comité des représentants permanent**, qui apparaît selon le Conseil des Ministres à qui il donne les conseils techniques sur les projets à financer.
- **Le secrétariat exécutif**, qui est chargé de réaliser les décisions prises lors du Sommet des Chefs d'Etats et du Conseil des Ministres.

b- Les objectifs de la SADC

Pour atteindre des objectifs (communs), les pays membres de la SADC ont des défis à relever³⁶ et se doivent pour cela une Souveraineté égale de tous les Etats membres, une solidarité, la paix et sécurité, le respect des droits de l'homme, la Démocratie et l'Etat de Droit, une équité, un équilibre. Dans ce cas, la communauté agit pour :

- atteindre le développement et la croissance économique, éradiquer la pauvreté, renforcer le niveau et la qualité de vie des peuples de l'Afrique Australe, et soutenir les plus démunis par le biais de l'Intégration Régionale ;
- développer les valeurs politiques, le système et les Institutions communes ;
- promouvoir et défendre la paix et la sécurité ;
- assurer un développement autosuffisant basé sur l'entraide collective et l'interdépendance entre Etats membres ;
- parvenir à une complémentarité entre les stratégies et les programmes nationaux, régionaux ;
- promouvoir et maximiser l'exploitation et l'utilisation productive des ressources de la communauté ;
- utiliser de façon durable les ressources naturelles et protéger l'environnement ;

³⁶ Ces défis consistent à un démantèlement des barrières tarifaires et non tarifaires, à l'issue de l'instauration de la ZLE qui ne peut être envisagée puisqu'un grand nombre de matières premières et d'intrants sont importés à des taxes à taux élevées. Et des défis pour adapter la capacité de production et de commercialisation du pays.

- renforcer et consolider les affinités et liens historiques, sociaux et culturel.

Par ailleurs, les attentes de Madagascar vis-à-vis de la SADC consistent à avoir, d'une part, un flux d'IDE élevé, un meilleur accès des produits malgaches à travers les autres membres, et d'autre part, à bénéficier d'une expérience assurée avec la Région Africaine, d'une vraie coopération entre les secteurs privés et publics dans les relations commerciales.

Mais son principal objectif est d'édifier une région où il y a un grand nombre d'harmonisation et de rationalisation pour rassembler toutes les composantes pour une autosuffisance collective.

A cette fin, la SADC compte établir des protocoles d'Accords commerciaux dans des domaines spécifiques. La SADC tente alors de créer des projets d'infrastructures régionales, comme le couloir de développement. La raison de l'adhésion de Madagascar à la SADC serait d'accéder au grand marché de l'Afrique du Sud, dont le PIB représente 70% du PIB de la SADC.

c- Le protocole commercial de la SADC

Élaboré en 1996 et lancé en 2000, ce protocole basé dans une ZLE envisage un démantèlement tarifaire progressif, en 2008. Ce démantèlement consiste à éliminer les tarifs douaniers intra zone. Les points importants de ce protocole sont³⁷ :

- la libéralisation des échanges ;
- l'inexistence de mesures phytosanitaires imposées ;
- le calendrier de démantèlement variant selon le pays. L'Afrique du sud est le premier des membres à mettre en œuvre ce démantèlement sur 96,7%. Et le reste des membres du bloc a appliqué le leur à 97,6% ;
- chaque pays donne une première liste de produits non sensibles qui sera supprimée après quelques temps. Sur la deuxième liste, la quasi- totalité des produits est éliminé progressivement après cinq ans ;
- les règles d'origine sont spécifiées et compatibles avec les règles de l'OMC, et les mesures antidumping et sauvegardes doivent être également conformes aux règles de l'OMC, qui doit être notifié par l'OMC, sous l'Article 24 du GATT ;

³⁷ Document de restitution de l'atelier des études sur l' « Impact de l'adhésion de Madagascar au protocole de la SADC sur le Commerce » et « Comment maximiser les avantages de l'adhésion de Madagascar à la SADC », Mai 2006.



- pour prendre en compte la faiblesse du système douanier dans quelques régions membres, pour l'élaboration d'un calendrier de suppression des BNT ;
- le traitement national et la clause NPF qui seront pratiqués par les membres (ex : franchise douanière).

d- Les règles d'origine de la SADC

Afin de profiter des avantages d'une telle adhésion, par la réduction tarifaire jusqu' à l'exemption des droits de douanes, les produits échangés au sein de la SADC doivent correspondre aux caractéristiques ci-après :

- le bien doit être produit dans le pays ;
- le bien doit avoir subi une transformation substantielle, dont les matières premières importées sont inférieures à 60% et la valeur ajoutée, supérieure à 35% du coût des facteurs.

e- L'adhésion de Madagascar dans la SADC et la situation actuelle de Madagascar

En Novembre 1992, Madagascar a déposé sa candidature auprès de la SADC. Au mois de Mars 2004, son entrée a été prise en compte lors du Conseil des Ministres à Arusha, Tanzanie. La situation macroéconomique, financière, politique, et sociale ainsi que des extraits du DSRP ont été approfondis et discutés, en vue d'un examen. Des mesures conformes aux exigences macroéconomiques ont été imposées, telles que les taux d'inflation prévisionnels, les ratios prévisionnels de déficit public et dette publique par rapport au PIB des années 2008, 2012, 2018 ; analyse du RISDP et le DSRP...

f- Les échanges commerciaux de la SADC : les importations

Dans le marché existant de la SADC, **l'Afrique du Sud** est un marché important. En 2005, il a importé **55 milliards de USD** de marchandises, soit 74% des importations totales de la SADC (74 milliards de USD). **Madagascar**, quant à elle, a exporté **16,533 millions de USD** de Marchandises vers la SADC dont 14,76 millions de USD vers Maurice et environ 1,5 millions de USD vers l'Afrique du Sud. Ainsi, parmi ces pays membres, *Afrique du Sud et Maurice sont alors les principaux partenaires de Madagascar constituant 11,8% de ses importations et 3,7% de ses exportations.*

En matière de commerce intra régional, **Madagascar et Maurice** importent essentiellement des **consommations intermédiaires** et des **biens d'équipements**, et exportent des produits de **consommation finale**. Mais *Madagascar* exporte principalement des produits de **consommation finale primaire** qui ont l'inconvénient d'être *peu créateurs de valeur ajoutée*. Cette spécificité malgache reflète les dotations

du pays en produits primaires que les entreprises malgaches transforment (en général une seule étape de transformation) avant l'exportation. Elle implique une faible participation du pays à la division internationale des processus de production qui caractérise aujourd'hui l'intégration des pays à l'économie mondiale. Et **l'Afrique du Sud importe et exporte** essentiellement des **consommations intermédiaires**. Ce qui sous entend une intégration plus importante de l'Afrique du Sud dans la division internationale des processus de production.

Il faut noter qu'un certain nombre de pays de la SADC sont des concurrents directs de Madagascar pour les produits suivants :

- Crevettes, poissons et noix de cajou de Mozambique ;
- Café vert, vanille, girofle et épices de Tanzanie.

Le **défi pour Madagascar** sera donc non seulement de **percer** effectivement le **marché Sud Africain**, mais également de diversifier son marché en exportant vers les autres pays membres de la SADC.

Maurice échange relativement peu avec la SADC (13,3% de ses importations et 2,6% de ses exportations), tout comme l'Afrique du Sud (1,6% de ses importations et 11,2% de ses exportations). Les autres pays de la SADC présentent un commerce intra régional important (56,3% des importations et 62,1% des exportations). Pour la SADC, Madagascar est encore un partenaire marginal.

Tableau n° 13 : Taux d'échanges de Madagascar, de l'Afrique du Sud, de Maurice, et des pays hors SADC (cas de l'UE)

	IMPORTATION	EXPRTATION
Madagascar	11,61%	3,63%
Afrique du Sud	68,2%	26,8%
Maurice	31,2%	72,9%
hors SADC (cas de l'UE)	27%	49%

Le commerce de Madagascar et des pays de la SADC suggère une spécialisation internationale différente selon les pays. Madagascar exploite essentiellement ses **avantages comparatifs traditionnels** qui ont l'inconvénient d'être peu créateurs de valeur ajoutée.

Le poids important des consommations intermédiaires dans le commerce sud-africain suggère une « intégration » plus importante du pays dans la division internationale des processus de production³⁸. Ainsi, en adhérant à la SADC, Madagascar pourrait s'insérer dans une division régionale des processus de production.³⁹

Au début de l'année 2007, une exemption de Droit de Douane est appliquée sur une première liste de produits⁴⁰ provenant de la SADC, qui prévoit une annulation immédiate de celle-ci entre 2007 et 2008, et d'un autre côté, ces pays octroient également une franchise douanière sur des produits exportés par Madagascar.

Tableau n° 14 : Echanges entre Madagascar et la SADC

Exportation : 25.949 milliers de US\$ (2004) 6,8% du total	Importation : 61.908 milliers US\$ 5,14% du total
-vêtements et accessoires	-combustibles minéraux
-crustacées et mollusques	-sucre et sucrerie
-coton	-fonte, fer et acier
-café, thé, épices	-savons
-bois	-papiers et cartons
-légumes	-véhicules et tracteurs
-pierres	-aliments pour animaux
-étoffes de bonneterie	-malt, amidon
-plâtre, chaux	-verre et ouvrage en verre
-ouvrage de vannerie ou sparterie	-machines, appareils et engins

D. Structure des importations

a- Par pays partenaire

Les trois premiers partenaires commerciaux des malgaches (Union Européenne, Chine et Afrique du Sud) représentent 55% des importations malgaches (Annexe X). Les vingt premiers partenaires couvrent près de 90 % des importations. Parmi ceux-ci, seuls deux pays font partie de la SADC : l'Afrique du Sud et Maurice, respectivement 3ème et 5ème partenaires. L'Egypte, seul partenaire COMESA (avec Maurice qui appartient simultanément à la SADC et au COMESA) contribue pour 0,8% aux

³⁸ L'Afrique du sud participe plus activement à la segmentation internationale de la chaîne de valeur ajoutée, qui permet une spécialisation plus profonde et une création de valeur ajoutée plus importante.

³⁹ Ceci revient à la division du travail d'Adam Smith qui raisonne en terme de travail, comme facteur mobilisateur de la richesse.

⁴⁰ Cette liste est élaborée par le Secteur privé et les Responsables Etatiques, puis soumis aux pays de la SADC.

importations malgaches. Si Maurice « exploite » la ZLE du COMESA, les autres pays membres du COMESA ne sont que des partenaires marginaux de Madagascar, tout comme d'ailleurs les pays de la SADC simultanément membres du COMESA. Seule l'Afrique du Sud, qui ne bénéficie d'aucun accord préférentiel, apparaît comme un partenaire « naturel » de Madagascar. Donc, on peut décomposer les partenaires en trois grands « blocs » : SADC, UE et RDM en raison de la négociation de Madagascar avec la SADC mais aussi avec l'UE dans le cadre régional des APE (Tableau n°15) : 49% des importations sont en provenance du RDM ; 28,9% en provenance de l'UE et 11,8% en provenance de la SADC⁴¹.

Tableau n° 15 : Importations par « blocs régionaux »

pays	Valeur (1000US\$)	En % des importations totales
RDM	530983	49,0
UE (15)	313657	28,9
SADC	128288	11,8
nc	111563	10,3
Total	1084491	100,0

Source : WITS et calculs des auteurs.

b- Par produit

3795 produits sont importés à Madagascar. Les importations sont toutefois concentrées sur quelques produits (Annexe XI). Les cent premiers produits représentent 61% de la valeur totale des importations. Près de 14% des importations sont des machines et engins mécaniques et électriques, un peu plus de 10 % sont des produits pétroliers, mais aussi de la laine et du coton, 6,3% des véhicules, 4,9% du riz,... Les importations sont principalement des produits de consommations intermédiaires (64,3%) destinées aux entreprises locales (Annexes XII-XIII). Et ceux-ci représentent 21,4% et les biens d'équipement 13,3% (Annexe XIII). Ce sont dans tous les cas surtout des produits manufacturés.

c- Par produit et par origine géographique

Les biens importés selon leur origine géographique varient quelque peu d'un « bloc » à l'autre. Près de trois quarts des importations originaires de la SADC sont des consommations intermédiaires, pour l'essentiel, des produits manufacturés (Annexe

⁴¹ Dont 10,6% pour l'Afrique du Sud et Maurice.

XIII). Les importations de biens d'équipement sont relativement plus importantes en provenance de l'UE que de la SADC ou du RDM, alors que pour les importations en provenance du RDM, ce sont les consommations finales qui sont plus importantes par rapport aux deux autres blocs.

Madagascar importe des pays de la SADC 1786 produits (Annexe XII). Les importations en provenance de la SADC se concentrent sur quelques produits. Les cinquante premiers produits représentent près de 75% des importations totales. Plus de 80% des importations sont constituées de biens de consommation intermédiaire et de biens d'équipement.

Compte tenu de cette structure, l'instauration d'une ZLE avec la SADC aura probablement un effet positif sur l'efficacité de l'économie en réduisant le coût des intrants importés pour les entreprises malgaches.

La part de marché des produits en provenance de la SADC dans les importations totales de Madagascar est supérieure à 25% pour 472 produits et à 50% pour 280 produits, ce qui représente respectivement 7,2% et 4,7% des importations malgaches totales. Cette part est significative pour plusieurs des principaux produits importés de la SADC, notamment les engrais (68% des importations malgaches proviennent de la SADC), le sucre (66%), les boissons (63%), les préparations alimentaires diverses (42%) et les savons (41%). Ainsi, la SADC apparaît comme un partenaire « naturel » pour certains produits importés. Cette part importante provient essentiellement des importations en provenance de l'Afrique du Sud, qui ne bénéficient d'aucune préférence. L'application d'une ZLE, compte tenu de cette structure, pourrait avoir un double effet pour les entreprises malgaches : d'une part, un effet de plus grande compétitivité par la baisse du prix de leurs intrants importés, notamment pour le coton, la fonte, le fer et l'acier, les engrais, les machines et engins mécaniques et électriques ; d'autre part, une plus grande concurrence étrangère, notamment pour des industries malgaches importantes : les industries alimentaires, des boissons et des corps gras.

Structure des Importations Malgaches

- par blocs régionaux :	UE = 28,9%
	SADC = 11,8%
	RDM : 49,0%

- par nature des produits :	Consommation finale = 21,3%
	Consommation Intermédiaire = 64,3%
	Biens d'équipements = 13,3%

E. Structure des exportations

Les exportations malgaches sont encore plus concentrées que les importations.

a- Par pays partenaire

Les deux premières destinations commerciales (Union Européenne et Etats-Unis) représentent plus de 70% des exportations malgaches (Annexe XIV). Les dix premières destinations couvrent plus de 95 % des exportations. Parmi celles-ci, l'Afrique du Sud et Maurice représentent près de 4% des exportations. Ces deux pays sont des partenaires « privilégiés » puisqu'ils sont à la fois pays d'origine des importations et pays de destination des exportations malgaches. L'Afrique du Sud, 4ème destination des exportations malgaches, est le principal partenaire africain de Madagascar. L'enjeu de l'adhésion à la SADC se trouve en partie dans la relation que Madagascar entretiendra avec ce pays. La France est toujours considérée comme la première destination des exportations malgaches (Annexe VII). La négociation des APE ne changera qu'à la marge le niveau des préférences accordées à Madagascar sur le marché européen. Toutefois, l'UE, à vingt cinq membres, élargit le marché européen sur lequel les produits malgaches peuvent entrer « librement ». 40,1% des exportations sont à destination du RDM et seulement 3,7% à destination de la SADC⁴². L'opportunité de l'adhésion de Madagascar à la SADC pourrait venir de cette très faible part qui pourrait augmenter, notamment en stimulant les exportations vers les pays les « plus riches » de la SADC qui n'appartiennent pas à l'autre groupe régional (COMESA).

⁴² 3,5% des destinations ne sont pas identifiées dans la base de données.

Tableau n° 16 : Exportations par « blocs régionaux »

pays	Valeur (1000US\$)	Contributions aux exportations totales(%)
RDM	311570	40,9
UE (15)	395426	51,9
SADC	28035	3,7
nc	26880	3,5
TOTAL	761911	

Source : WITS et calculs des auteurs.

b- Par produit

La structure par produit est étudiée au niveau 6 de la nomenclature SH. 1536 produits sont exportés par Madagascar. Les exportations, tout comme les importations, sont concentrées sur quelques produits (tableau n°17). Les dix premiers produits représentent 73% de la valeur totale des exportations. Plus de 30% des exportations relèvent du secteur des textiles et habillement, près de 30% du café, thé et épices, et près de 17% des poissons et crustacés....

Tableau n° 17 : Principaux produits exportés (regroupés par chapitre SH)

	En % des exportations totales
Café, thé et épices	29,4
Poissons et crustacés	16,8
Vêtements autres que bonneterie	16,1
Vêtements en bonneterie	14,8
Préparations de viandes, poissons et crustacés	5,5
Métaux précieux, perles, ...	1,9
Coton	1,6
Fruits	1,5
Sel, soufre, ciment	1,0
Légumes	1,0

Source : WITS, Banque Mondiale et calculs des auteurs.

Contrairement à la structure des importations, ce sont essentiellement des produits finis (86,2%) qui sont exportés par Madagascar (Annexe XVIII).

Ces exportations de produits finis concernent presque à part égale des produits primaires et des produits manufacturés. Pour ce qui concerne les produits

manufacturés, Madagascar présente une « spécialisation » dans des industries à forte main d'œuvre. Elle transforme en partie des matières premières importées et exporte des produits finis. Pour ce qui concerne les produits primaires, elle exploite ses avantages comparatifs en exportant des produits qui ne nécessitent en général qu'une seule étape de transformation.

c- Par produit et par destination géographique

La nature des biens exportés selon leur destination géographique varie quelque peu d'un « bloc » à l'autre (Annexe XVII). Madagascar exporte vers la SADC une proportion plus élevée de consommations intermédiaires (22,9% contre 13,5% en moyenne toutes zones confondues) et donc relativement moins de produits finis (76,3% contre 86,2% toutes destinations confondues).

La structure des exportations à destination des pays de la SADC est beaucoup moins concentrée que celle tous pays confondus. Les dix premiers produits exportés ne représentent que 47% des exportations totales à destination de la SADC. Ces principaux produits (Annexe XVIII) pourraient connaître une croissance importante vers l'Afrique du Sud avec la participation à une ZLE dans la mesure où ils correspondent à une demande relativement forte et qu'ils font, pour certains (poissons, vêtements, ...), l'objet encore aujourd'hui d'une protection importante en Afrique du Sud.

Les exportations à destination de la SADC représentent plus de 50% des exportations totales malgaches pour 103 produits et plus de 25% pour 133 produits. Ces 133 produits sont marginaux dans les exportations malgaches totales (moins de 1%), mais offrent des perspectives d'exportation vers l'Afrique du Sud si l'adhésion de Madagascar coïncide avec un assouplissement des règles d'origine spécifiques sur quelques produits.

Structure des exportations par destination

- prédominance de l'UE et de l'Occident dans l'export malgache :

1) les deux premières destinations commerciales = UE et USA, avec plus de 70% des exports malgaches

2) l'UE constitue 51,9% des exports malgaches

3) les dix premières destinations couvrent plus de 95% des exports

4) RSA et Maurice constituent 3,7% des exports malgaches

Structure des exportations par nature de produit

-forte concentration sur quelques produits :

- 1) les dix premiers produits représentent 73% de la valeur totale des exports malgaches
- 2) plus de 30% sont des textiles et habillement
- 3) près de 30% du café, thé et épices
- 4) et près de 17% des poissons et des crustacés

-domination des produits finis :

- 1) les manufacturés sont de 39,4%
- 2) primaire est de 46,8%

F. Structure des échanges de la SADC***a- La structure des importations par pays partenaire***

Les importations des pays de la SADC (-) (hors Afrique du Sud et Maurice) touchent les dix premiers partenaires qui représentent près de 80% des importations, dont l'Afrique du Sud qui représente à elle seule 35,9% des importations. Près de 55% des importations sont en provenance de pays de la SADC (tableau n° 18), ce qui traduit une forte orientation intra régionale du commerce des pays de la SADC (-).

Pour *Maurice*, les *dix premiers partenaires* représentent près de 70% des importations. L'Afrique du Sud représente 12,1% des importations mauriciennes et l'ensemble des pays de la SADC 13,3%. L'Afrique du Sud est le pays de la SADC le moins tourné vers ses partenaires régionaux pour son approvisionnement en produits importés. La SADC ne représente que 1,6% de ses importations. Le système commercial sud-africain, malgré les préférences régionales accordées dans le cadre de la SACU et de la SADC, protège les industries sud-africaines « sensibles » grâce notamment à des règles d'origine spécifiques (sur les vêtements par exemple) et des contingents d'importation (notamment sur le sucre). Lors du 29ème forum de négociations commerciales de la SADC en février 2005 à Maurice, les pays membres se sont engagés dans plusieurs domaines pour rendre plus effectif la ZLE.

Tableau n° 18 : Importations par « blocs régionaux » des pays de la SADC

	SADC (-)		Maurice		Afrique du Sud	
pays	Valeur (1000US\$)	En % des importations totales	Valeur (1000US\$)	En % des importations totales	Valeur (1000US\$)	En % des importations totales
RDM	7585495	20,4	1347606	56,4	18554836	53,7
UE	7021893	18,9	676421	28,3	14593587	42,3
Madagascar	333	0,0	50431	2,1	1985	0,0
SADC	20363756	54,8	318588	13,3	561123	1,6
nc	2191896	5,9	46911	2,0	828325	2,4
	37163375		2389527		34539856	

Source : WITS et calculs des auteurs.

Note : en ligne la SADC inclut tous les pays de la SADC ; en colonne la SADC (-) inclut les pays de la SADC hors Maurice et Afrique du Sud.

b- La structure des importations par produit

Maurice importe 4241 produits différents. À l'exception des produits pétroliers qui représentent 9,5% des importations, aucun produit n'a une part supérieure à 1,5% (Annexe XXIII). L'Afrique du Sud importe 4840 produits différents. À l'exception des produits pétroliers qui représentent un peu plus de 10% des importations totales, aucun produit ne présente une part importante. Ainsi, sept produits ont une part comprise entre 1 et 2,3%. Tous les autres produits ont une part inférieure à 1%.

Tableau n° 19 : Importations des pays de la SADC selon la nature des produits

	SADC (-)	Maurice	Afrique du Sud
Produits	En % des importations totales		
Consommation Finale	25,0	24,2	11,8
Manufacturée	23,6	22,3	11,4
Primaire	1,4	1,9	0,4
Consommation intermédiaire	50,3	59,0	51,4
Manufacturée	48,0	53,8	36,1
Primaire	2,3	5,2	15,3
Biens d'équipement	20,5	14,6	22,8
nc	4,2	2,2	14,0

Source : WITS et calculs des auteurs. Note : nomenclature BEC.

c- La structure des exportations par pays partenaire

Les exportations des pays de la SADC (-) (hors Afrique du Sud et Maurice) sont extrêmement concentrées puisqu'elles ne comptent que seulement 43 partenaires (les pays SADC inclus). 51% des exportations des pays de la SADC sont destinées à l'Afrique du Sud. Avec la Namibie, ce sont près de 75% des exportations qui se dirigent vers ces deux pays. Le commerce des pays de la SADC (-) est donc essentiellement un commerce intra régional.

Pour Maurice, les dix premiers partenaires représentent près de 90% des exportations, avec aussi une forte orientation européenne (plus de 65% des exportations mauriciennes). Plus de 35% des exportations de l'Afrique du Sud sont à destination de l'UE. *Madagascar est une destination marginale pour les produits sud-africains* (s'estimant que 0,3% des exportations sud-africaines), voire une part négligeable, alors que les autres pays de la SADC en représentent un peu plus de 11%.

Tableau n° 20 : Exportations par « blocs régionaux » des pays de la SADC

pays	SADC (-)		Maurice		Afrique du Sud	
	Valeur (1000US\$)	En % des exportations totales	Valeur (1000US\$)	En % des exportations totales	Valeur (1000US\$)	En % des exportations totales
RDM	1982219	10,2	547138	30,0	16727675	53,2
UE	4335594	22,2	1227223	65,9	11079694	35,2
Madagascar	921716	4,7	31580	1,1	99248	0,3
SADC	12131106	62,1	48379	2,6	3535371	11,2
nc	142298	0,1	7736	0,4	99243	0,3
total	19512931		1862056		31441988	

Source : WITS et calculs des auteurs et Note en ligne de la SADC inclut tous les pays de la SADC ; en colonne SADC (-) incluent les pays de la SADC hors Maurice et Afrique du Sud.

d- La structure des exportations par produit

Les exportations des pays de la SADC (-) sont très concentrées. Les **membres exportent 246 produits** différents. Les quinze premiers produits représentent 80% des exportations. Ce sont principalement le coton et le sucre qui représentent plus de 46% des exportations (Annexe 21).

Les **exportations** des pays de la SADC (-) **vers l'Afrique du Sud** se concentrent sur **241 produits**. Il y a une certaine « spécialisation » au sein de la SADC, les pays de



la SACU exportant principalement les produits manufacturés, les autres pays exportant plutôt les produits agricoles.

Maurice exporte 2 513 produits différents. Plus de 50% des exportations mauriciennes sont du *textile/habillement* et 16,4% du *sucre*, représentant plus des deux tiers des exportations mauriciennes.

Les exportations des pays de la SADC (-) sont essentiellement des consommations intermédiaires (71%), dont 40% sont des consommations intermédiaires primaires. De même, l'Afrique du Sud exporte essentiellement des consommations intermédiaires et des biens d'équipement, mais ce sont surtout des produits manufacturés. En revanche, Maurice exporte essentiellement des produits de consommation finale (près de deux tiers de ses exportations).

Dans cette exploitation de leurs avantages comparatifs traditionnels, les pays de la SADC sont extrêmement liés à l'Afrique du Sud. **La proximité géographique en fait des partenaires « naturels ».** Le commerce intra régional (intra-SADC) est particulièrement important pour les pays de la SADC (-), avec 54,8% des importations et 62,1% des exportations. Les relations commerciales entre pays de la SADC (-) sont relativement faibles alors que les relations de chaque pays de la SADC (-) avec l'Afrique du Sud sont importantes. L'Afrique du Sud importe des pays de la SADC des produits faiblement transformés qu'elle transforme ensuite soit pour la consommation sud-africaine, soit pour exporter en dehors de la SADC. Les pays de la SADC (-) sont donc principalement fournisseurs pour l'Afrique du Sud de matières premières et biens faiblement transformés. En revanche, le commerce de l'Afrique du Sud avec la SADC est extrêmement marginal (1,6% des importations et 11,2% des exportations).

Les relations commerciales entre pays de la SADC sont donc asymétriques, comme le confirme la balance commerciale largement excédentaire de l'Afrique du Sud vis-à-vis de la SADC (3 milliards de \$ en 2003).

<p>Les produits sur lesquels Madagascar tire beaucoup de profit de la hausse des imports mauriciens</p> <ul style="list-style-type: none">- produits pétroliers raffinés :→ Madagascar en 2nde position après République Sud Africaine avec une hausse de 1,8 millions USD d'exports- crevettes et camarons congelés



Telle était dans cette deuxième partie la présentation globale et détaillée des relations commerciales intra-COMESA et intra-SADC ainsi que la situation des relations commerciales de Madagascar vis-à-vis de ses partenaires.

Avec toutes les données fournies auparavant, nous allons donc procéder dans la partie trois qui va s'ensuivre, l'étude diagnostic de l'intégration régionale de Madagascar au sein des deux blocs susmentionnés, en mettant en exergue les avantages, les opportunités et contraintes permettant de circonscrire dans quelles mesures ladite « INTEGRATION » pourrait présenter des atouts sinon des menaces pour le pays, pour son économie.



PARTIE III :

ETUDE ANALYTIQUE SUR L'INTEGRATION REGIONALE DE MADAGASCAR AUX ORGANISATIONS REGIONALES : ATOUTS OU CONTRAINTES ?

PARTIE III : ETUDE ANALYTIQUE SUR L'INTEGRATION REGIONALE DE MADAGASCAR AUX ORGANISATIONS REGIONALES : ATOUTS OU CONTRAINTES ?

CHAPITRE 1 : LES AVANTAGES ET LES OPPORTUNITES DANS UNE INITIATIVE D'INTEGRATION REGIONALE

Section 1 : Les avantages

A. Les A enjeux des Accords d'intégration régionale

Sous l'influence grandissante du contexte mondial, la libéralisation des échanges des pays Africains et le Régionalisme d'Intégration sont devenus un passage obligé pour accéder au marché international⁴³ et les facteurs de leurs croissances. En effet, l'adhésion à un bloc régional implique l'élimination des discriminations entre biens et services (réduction des barrières tarifaires...), et l'ouverture des frontières est alors perçue comme un facteur de croissance. Cette adhésion touche principalement le bien être de toutes les entités présentes sur le marché local. D'une part, pour les consommateurs, la réduction des prix conduit l'amélioration du bien être : c'est le surplus du consommateur. D'autre part, pour les producteurs ou les entreprises, leurs gains seraient de bénéficier de l'élargissement de leurs marchés, de profiter des transferts de technologies, de savoir-faire en augmentant leurs compétitivités et leurs productivités⁴⁴.

L'Intégration Régionale est une offre d'aide aux pays Africains vulnérables pour lever des obstacles auxquels ils sont soumis, et est une source potentielle d'accroissement des échanges et de l'Investissement.

B. Les effets attendus

En général, les effets attendus de l'Intégration Régionale sont, pour l'économie, des effets statiques comme les effets de création de commerce et de détournement des

⁴³ Note de Julien Radanoara, ancien Ministre de la Fonction Publique et Professeur en Droit International commercial, in Midi Madagascar du 10 Janvier 2007.

⁴⁴ En parallèle, une aubaine se présente aux consommateurs avec une large palette de marchandises à des prix compétitifs. Les industries malgaches, quant à elles, jouissent de cette ouverture pour mieux s'approvisionner en matières premières.

échanges⁴⁵. L'objectif de l'adhésion est d'augmenter davantage la taille du marché, par la réalisation d'économie d'échelle et par une concurrence élevée. Or, un risque peut survenir, cette intensification de la concurrence pourrait s'avérer être destructive, surtout pour les forces productives locales. La demande augmentera, alors que l'offre ne suit plus. Par ailleurs, parmi les effets importants attendus de l'Intégration Régionale, elle a comme attribution d'attirer les investisseurs étrangers. L'IDE est un élément fondamental pour les pays à la recherche de ressources financières stables et durables, qui aussi favorise la diversification des structures de production et d'exportation. Mais ces effets se distinguent en fonction du groupement. En outre, ce processus d'Intégration tend à renforcer le poids économique des pays déjà développés. Quelques analyses montrent que les intégrations verticales (nord-sud) sont a priori plus favorables à la croissance que les intégrations sud-sud.

C. Les gagnants et les perdants

Dans toutes formes de relations commerciales, il existe quasiment toujours une « polarisation des activités » dans les pays développés ayant des infrastructures, un capital humain qualifié. Par conséquent, les pays pauvres « Sud-Sud » n'auraient donc aucun intérêt, ni atout à favoriser l'Intégration Régionale. La mise en place d'une telle structure ne profite qu'à quelques branches des secteurs et non à la majorité. Et parmi les avantages prévus sur l'intégration régionale, les consommateurs sont les « plus gagnants », grâce à la baisse des prix due à la réduction, à l'annulation des droits de douanes. L'Etat gagne également à partir de la compensation de l'assiette de TVA liée à l'augmentation de la demande.

D. Les avantages comparatifs de Madagascar

La spécialisation régionale devrait reposer sur les avantages comparatifs de Madagascar. Il est donc important de connaître ces avantages comparatifs malgaches actuels sur les marchés internationaux, à défaut d'identifier ceux inexploités.

⁴⁵ Effets de création : substitution des flux commerciaux régionaux à la production nationale liée à la baisse des barrières douanières.

Effets de détournement : substitution de flux régionaux à des flux du reste du monde en raison de la mise en œuvre d'un TEC.

a- L'indicateur d'avantage comparatif

Le commerce international est un moteur de croissance important pour les pays en développement dont le marché intérieur est limité en raison d'un pouvoir d'achat souvent très faible. A Madagascar, 49,1% de la population vit avec moins d'un dollar par jour (Banque Mondiale). Et le commerce international permet d'utiliser de façon plus efficace les ressources limitées dont disposent les pays en se spécialisant dans la production de biens pour lesquels ils ont des avantages comparatifs. L'initiative d'adhésion d'un pays à une Intégration Régionale est alors souvent envisagée comme une étape intermédiaire vers une ouverture plus importante au reste du monde. Elle a en général pour objectif de promouvoir une croissance durable et équitable grâce à des systèmes productifs plus efficaces dans un cadre régional.

L'avantage comparatif ⁴⁶ est avant tout un concept théorique qu'il est impossible de mesurer directement. Il est en revanche possible d'en avoir une mesure indirecte à l'aide des flux d'échanges internationaux. Le calcul des avantages comparatifs révélés (Balassa, 1965) a fait l'objet d'une large littérature et de nombreuses sophistications pour tenir compte de certaines critiques mais aussi de l'évolution de la structure du commerce international des pays développés (spécialisation intra branche)⁴⁷. Il est pertinent dans sa version initiale pour les pays en développement d'Afrique qui restent encore pour beaucoup en marge de la « nouvelle » division internationale des processus de production. Combiné à l'analyse de la structure des échanges et de la production d'un pays, il permet d'avoir des indications relativement pertinentes sur la compétitivité des produits et sur les perspectives d'exportation d'un pays.

L'*indicateur de Balassa* consiste pour un pays « j » et un produit donné « i » à diviser la part de ce produit dans les exportations totale du pays « j » par la part de ce produit dans les exportations totales d'une zone de référence. Si l'indicateur est supérieur à 1, le pays exporte ce produit dans une proportion plus importante que le font l'ensemble des autres pays exportateurs de ce produit. Le pays « j » est donc spécialisé

⁴⁶ La théorie de l'Avantage Comparatif de David Ricardo (économiste classique) affirme qu'un échange mutuellement profitable sera toujours possible, puisque la configuration des échanges repose sur les prix relatifs plutôt que sur les prix absolus. Notons qu'aucun pays ne peut avoir d'avantage comparatif sur toutes les marchandises. La théorie d'Heckscher-Ohlin affirme qu'un pays tendra à exporter la marchandise dont la production fait appel au facteur le plus abondant dans le pays en question.

⁴⁷ La spécialisation intra branche et la « nouvelle » division internationale des processus de production impliquent pour un même pays des importations et des exportations pour un « même » produit. L'indicateur d'avantage comparatif révélé de Balassa est alors biaisé car son calcul ne tient compte que des flux d'exportation alors qu'un pays peut être importateur net d'un « produit » tout en exportant ce « produit ». L'indicateur de Balassa est d'autant moins biaisé qu'il est calculé à un niveau fin de la nomenclature SH.

dans le produit « i ». Il détient un avantage comparatif pour ce produit « i ». L'indicateur est donc :

$$B_i^j = \frac{\frac{X_i^j}{\sum_i X_i^j}}{\frac{\sum_j X_i^j}{\sum_j \sum_i X_i^j}}$$

Le calcul de cet indicateur est influencé par les accords préférentiels qui modifient les flux d'échanges. Nous prendrons donc comme zone de référence le monde car les pays de la SADC et Madagascar bénéficient les mêmes préférences. Ces avantages comparatifs révélés sont calculés pour Madagascar, pour la SADC (-), pour Maurice et pour l'Afrique du Sud.

b- Les avantages comparatifs révélés de Madagascar

Sur les 1536 produits exportés par Madagascar, 318 révèlent un avantage comparatif pour Madagascar (indicateur de Balassa supérieur à 1). Ces 318 produits représentent 98% de la valeur des exportations malgaches. Madagascar, à travers le commerce international, exploite ses avantages comparatifs. Plus d'une centaine (soit cent soixante six) de produits qui révèlent un avantage comparatif sont des consommations finales et environ plus de cent quinze des consommations intermédiaires⁴⁸ (tableau n°21).

Si l'on compare le niveau des avantages comparatifs révélés de Madagascar et des pays de la SADC (pour ces trois cent dix huit produits), Madagascar présente, par contre, de meilleurs indicateurs pour une majeure partie des produits. Ainsi, le résultat montre que les **pays de la SADC hors Maurice** ont de meilleures « performances » à l'exportation sur seulement dix sur plus de trois cents produits, essentiellement pour des **consommations intermédiaires**. Quant à **Maurice**, elle présente des « performances » meilleures pour une quarantaine de produits, principalement des produits de **consommation finale** (trente deux produits dans le secteur textile/habillement, et vingt huit produits dans les autres secteurs).

⁴⁸ 35 sont non classés.

Tableau n° 21 : Avantages comparatifs par produit

Source : WITS et calculs des auteurs.

	Nombre de lignes tarifaires concernées
Vêtements et accessoires en bonneterie	62
Vêtements et accessoires autres	57
Sel, soufre, ciments	16
Coton	16
Légumes	14
Café, thé, épices	14
Autres articles textile, friperie	12
Huiles essentielles	8
Bois et produits du bois	8
Matières à tresser	6
Perles, pierres gemmes, métaux précieux	6
Ouvrages divers	6
Oléagineux	5
Ouvrages de vannerie	5
Papiers et cartons	5
Fruits	4

c- Les avantages comparatifs révélés aux opportunités d'exportation vers les pays de la SADC

Sur les marchés mondiaux, à quelques exceptions près, Madagascar est plus « performant » que les pays de la SADC pour les produits dont elle possède des avantages comparatifs⁴⁹. Madagascar pourrait relever la concurrence sur le marché régional dès lors qu'elle luttera à arme égale. La ZLE dans le cadre de la SADC peut être une opportunité pour que Madagascar gagne des parts de marché régional. En effet, sur les 4840 produits importés par l'Afrique du Sud, 316 concernent des produits dont Madagascar possède un avantage comparatif sur les marchés mondiaux. Ces 316 produits représentent un marché de 722,7 millions de dollars mais seulement 2,3% des importations sud-africaines. Sur les 2634 produits importés par les pays de la SADC (-), 202 concernent des produits dont Madagascar possède un avantage comparatif. Ces produits représentent un marché de 2,7 milliards de dollars et 8,8% des importations de la SADC.

⁴⁹ *In Midi Madagasikara, 6 Mai 2006.*

Les avantages comparatifs révélés, comme leur nom l'indique, permettent d'identifier les produits actuellement porteurs pour Madagascar sur les marchés mondiaux. Dans la mesure où ces produits sont importés par les pays de la SADC, on peut imaginer que la suppression des barrières tarifaires permettra de gagner des parts de marché régionaux. Des analyses de filières dans les domaines où Madagascar détient des dotations spécifiques (naturels, techniques, main-d'œuvre, ...) permettent de déterminer les potentialités du pays ; les fruits et légumes⁵⁰, les épices⁵¹, les huiles essentielles, les autres filières présentent des perspectives intéressantes, comme les arachides, le maïs et le riz, les noix de cajou, le café, le cacao, le miel, les raphia et la soie.

Des secteurs industriels semblent aussi porteurs tels que les meubles, le traitement du bois, les instruments médicaux, les instruments d'optique et horloge, les articles en cuir et technologies de l'information et communication (Banque Mondiale, 2005).

Ces opportunités ne pourront être pleinement exploitées que si la ZLE est effective. Or, il est inquiétant de constater que certains de ces produits font partie des produits sensibles qui ne seront totalement libéralisés qu'en 2012 et que d'autres font l'objet de discussions pour l'application de règles d'origine spécifiques et restrictives. Les produits sensibles, notamment le coton, le textile et l'habillement, seront totalement libéralisés en 2012, date à laquelle Madagascar peut envisager de participer pleinement à la ZLE SADC. Plus inquiétantes sont les négociations en cours de règles d'origine spécifiques pour le café, le thé et les épices, les instruments d'optique, photographique et de mesure et les règles déjà appliquées pour le textile et l'habillement. Dès son adhésion, Madagascar devra s'affilier avec d'autres pays de la SADC pour supprimer ces règles spécifiques selon un calendrier, pour que les avantages de l'Intégration Régionale se réalisent.

⁵⁰ Letchis, bananes, fruits transformés, légumes frais (oignons, pommes de terre) et secs (pois du cap, haricots secs).

⁵¹ Gingembre, cannelle, piment, poivre, vanille, girofle.

Section 2 : Les opportunités

A. La promotion des Investissements Directs Etrangers

Depuis une quinzaine d'années, le phénomène d'Investissement Direct Etranger a beaucoup évolué. Plusieurs facteurs en sont à l'origine, dont l'accélération massive des concurrents internationaux, poussant les firmes à dominer le système. Comme ces IDE ne proviennent que des pays industrialisés⁵², les pays en développement doivent mobiliser tous les moyens et en profiter pour inciter l'arrivée des investisseurs. En effet, ces IDE sont reconnus pour :

- leur *capacité de transfert de technologie* : le coton de la Zambie est transféré dans la chaîne de production de l'industrie textile mauricienne, cas du marché des fertilisants du COMESA.
- leurs *effets d'apprentissage*, par l'éducation et la formation.
- une *insertion internationale plus rapide*, grâce aux relations avec les FMN.

Par conséquent, le choix des investisseurs dépend des formes d'intégration appliquées par le pays et dépend des éléments favorables aux investisseurs. Par ailleurs, c'est en partie de ces IDE que la globalisation des marchés s'est accélérée (moteur du commerce international)⁵³, à tel point que l'exportation et l'investissement direct sont deux mots clés qu'une firme utilise. Pour la SADC, elle crée un marché important et viable pour les investisseurs.

Quant au stock d'IDE, sur la période 2000 à 2005, les investisseurs directs ont augmenté le stock de 192 milliards ARIARY à 590 milliards ARIARY⁵⁴, comme ainsi le montre le tableau ci-après :

	2000	2001	2002	2003	2004	2005
IDE	184,5	189,1	232,3	315,9	479,7	548,1
Autres investissements	7,4	10,2	1,2	1,8	50,9	39,9

Source : Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM-2005

⁵² Ayant représenté 25% de la production mondiale en 1998.

⁵³ Ces Investisseurs entraînent un accroissement du commerce international des matières premières, des produits semi-finis (zones franches industrielles)...

⁵⁴ Par rapport au dollar américain, ces stocks ont connu une croissance surtout entre 2000 et 2003.

B. Les opportunités d'une croissance économique durable à travers le développement des PME

Dans le cadre du programme ambitieux du Plan d'action de Madagascar (MAP), le pays projette de réaliser une économie à forte croissance avec un taux de 7 à 10% (engagement n°6). Il s'agit d'un programme qui renforce la participation du secteur privé dans le commerce et les investissements nationaux, régionaux et internationaux. Dans ce cas, dans son intégration, Madagascar estime pouvoir :

- réaliser un développement durable en terme de taux de création d'emplois ;
- réaliser jusqu'au long terme une amélioration des revenus ;
- répartir de nouvelles sources de richesses économiques ;
- renforcer l'esprit managérial/entrepreneurial ;
- attirer et retenir les investisseurs étrangers.

Par ailleurs, les économies d'échelle de la production et de la distribution rendront les producteurs locaux plus compétitifs et plus efficaces. Pour la SADC, cette zone économique régionale est au chevet des PME malgaches. Une boîte à outils commerciale a été donc créée servant de guide indiquant les étapes à suivre lors de la création d'entreprises, des conseils pour une bonne gestion et pour l'expansion de l'entreprise. Cette coopération régionale est, en effet, une opportunité de développement puisqu'elle est la réponse aux questions liées à l'éradication de la pauvreté, grâce aux phénomènes de substitution à l'importation extra zone... Par ailleurs, ce partenariat régional constitue un « levier de développement », en facilitant l'intégration locale (socio-économique, foncier, ...), en diminuant les barrières tarifaires à l'entrée des marchés des pays membres (valeur ajoutée importante, règles d'origine, normes SPS...). En outre, c'est surtout un partenariat levier car il s'agit de partenariat :

- commercial ;
- technique ;
- technologique ;
- financier ;
- capitalistique.

C. Le développement sectoriel : forte implication du Secteur Privé

Quant à l'intervention du Secteur Privé dans les Accords d'Intégration Régionale, elle suppose de nouvelles dispositions économiques dont l'objet consiste à participer activement à la Mondialisation. « Le Secteur Privé de nos pays membres doit être plus agressif »⁵⁵. C'est alors à partir du Secteur Privé que les pays membres pourront réaliser une économie d'échelle et rationaliser les processus de production. Ceci rend, par conséquent, les entreprises plus compétitives sur les marchés internationaux. Une harmonisation des règles et des procédures, la libre circulation des biens, des personnes et des capitaux, l'élimination des obstacles douaniers pourra établir un climat d'affaire attrayant et encourageant pour l'activité du Secteur Privé.

D. Les attentes de l'Intégration Régionale

a- La promotion du plein-emploi

En dépit d'un coût bas de la main d'œuvre malgache, le salaire médian d'un ouvrier non qualifié s'élève à seulement 36\$⁵⁶. Par ailleurs, Madagascar a une faible productivité à cause du manque de qualification et d'un sous-emploi.

L'objectif dans cette Intégration aux marchés régionaux, pour ainsi atteindre les marchés nationaux, est de produire une main d'œuvre qualifiée, apte à répondre aux besoins de l'économie ; et une main d'œuvre à productivité élevée. Ce tableau illustre l'espérance de réduction du taux de chômage dans le cadre des engagements et défis du MAP.

Tableau 23. Indicateur du taux de chômage

	2005	2012
Taux de chômage	élevé	bas
Nombre des inscrits dans les écoles professionnelles (base = 100)	100	500

Source : MAP

b- Promotion des entreprises locales

Dans ses exportations, même si Madagascar échange des produits artisanaux, des confections à grande quantité, ces produits ne produisent pas beaucoup de valeur

⁵⁵ Lors d'un entretien avec Prega Ramsamy, secrétaire exécutif de la SADC, in l'Eco Austral édition n°186/ Avril 2005.

⁵⁶ 44\$ pour l'Inde et 88\$ pour la Chine.

ajoutée. Ces exportations ne constituent qu'une infime partie des exportations de la SADC vers le reste du monde. Cette faible productivité des PME et des artisans, ralentissant ainsi la production, est due à une faible modernisation des outils de travail et à l'attachement aux méthodes de travail traditionnelles. De plus, le secteur informel ronge et détruit tout avantage de succès dans l'accès aux marchés.

L'objectif vise alors à dynamiser les entreprises, les PME, ainsi que l'ensemble de la profession de l'artisanat à contribuer pour une grande part à la croissance économique en augmentant davantage leur capacité de production, et en profitant des nouvelles technologies. Ce tableau retrace les engagements et défis du MAP pour cette dynamisation.

Tableau 24. Indicateur des entreprises

	2005	2012
Nombre d'entreprises	882	2000
Part du secteur informel dans le PIB	20	12

Source : MAP

c- Promotion de la compétitivité sur le Commerce International

Madagascar est un pays habituellement producteur de produits traditionnels, alors que ces types de produits rendent l'économie encore plus vulnérable à l'environnement international. Suite au démantèlement de l'Accord Multi Fibre, de nombreux problèmes internes, des problèmes socio-économiques se sont enchaînés.

Dans ce cas, l'objectif consiste à arriver à diversifier et à intensifier les exportations. La qualité sera alors de pointe pour les productions locales et valorisera leurs valeurs ajoutées. Par conséquent, il faut :

- faciliter le système marketing, l'assurance ;
- développer les mécanismes pour une standardisation et une certification.

Le tableau 25 ci-dessous nous illustre les engagements et les défis du MAP concernant cet objectif.

Tableau n° 22 : Indicateur des exportations

	2005	2012
Augmentation de l'exportation de	16,7	22,3

biens (% du PIB)

Taux de couverture des importations par les exportations	65,5	83,8
--	------	------

Source : MAP

D. Les impacts

a- Les impacts sur les recettes publiques

Par la mise en place d'une ZLE (réduction des tarifs douaniers, quotas...), on assiste à une baisse des recettes douanières qui aura des effets non négligeables sur les finances publiques.

Tableau n° 26: Evolution des recettes fiscales de 2000 à 2006

Milliards d'Ariary	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Recettes fiscales	594,42	581,28	460,84	678,46	887,1	1020,0	1259
Autres recette sfiscales	3,58	4,34	3,22	5,84	17,7	7,1	5

Source : INSTAT

b- Les impacts sur la structure de production et d'exportation

Le résultat d'une Intégration montre la relation d'interaction entre l'augmentation dans la participation dans des zones d'échanges et l'accroissement significatif des flux commerciaux intra-régionaux. Par ailleurs, la création de commerce, la baisse des prix pourraient fournir des intrants à meilleur marché et permettent aux pays de l'Afrique Subsaharienne de produire à des coûts plus compétitifs⁵⁷.

c- Les impacts sur les IDE

Favoriser l'entrée des investisseurs étrangers est l'un des objectifs principal des pays dans une Intégration Régionale. En effet, un pays émergent dans un bloc renforce sa crédibilité auprès des étrangers et attire de plus en plus ces IDE. Aussi, est-il vrai que les motivations des firmes étrangères reposent sur diverses raisons : les ressources naturelles, le coût de la main-d'œuvre, la taille des marchés, la situation politique, les politiques fiscales, les réformes financières ... ainsi, les statistiques de la répartition des IDE dans les PED ne sont pas du tout parfaites, égalitaires.

⁵⁷ Car les intrants sont parmi les produits les moins taxés.

d- Les impacts socio-économiques

Il s'agit de la création d'emplois suite à l'arrivée des produits chinois (invasion chinoise), multiplication des zones franches industrielles suite à l'accès à l'AGOA, à l'arrivée des investisseurs mauriciens...

Enfin, Madagascar est un grand gagnant sur l'ouverture du marché mauricien. Mais elle est également perdante sur le Marché sud-africain : -0,7% contre une hausse de 55,6% avec Maurice.

CHAPITRE 2 : LES CONTRAINTES DE DEVELOPPEMENT AU NIVEAU DES ORGANISATIONS REGIONALE

Section 1 : Les risques encourus

Dans toute intégration, les premiers risques concernent les coûts de négociation et les coûts liés aux réformes des institutions nationales pour combler les besoins imposés lors d'une Intégration. Ensuite viennent les pertes de recettes douanières pour l'Etat. Toutefois, ces pertes peuvent conduire à compromettre l'investissement en augmentant les recettes fiscales, car « trop d'impôts, tue l'impôt »⁵⁸, à une éviction financière suite à un emprunt public et à la détérioration du bien-être face à la baisse des dépenses publiques. Par ailleurs, dans ces Accords d'Intégration Régionale, la ZLE de la SADC consiste en une exemption de droit de douane sur 85% des produits échangés intra-SADC. Ces baisses des tarifs douaniers provoquent la hausse des importations et peuvent engendrer des risques néfastes sur la balance des paiements et sur la stabilité des taux de change. Par ailleurs, la politique d'ouverture qu'un pays mène implique généralement une augmentation des importations, qui se traduit par la suite par une détérioration de la balance commerciale. En outre, ce déficit courant conduit à la dépréciation de la monnaie nationale, qui à son tour, aura des impacts sur l'inflation et par conséquent, sur le taux de pauvreté. Le tableau suivant donne l'évolution de la balance des paiements pour 2004 et 2005.

Tableau n° 27: Balance des paiements

	2004	2005
Période		

⁵⁸ Lettre du CREAM dans ENJEUX, p.24 Mars 2006.

	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin
balance globale	9,4	-36,7	10,3	-26,4	-16,9	-48,5

Source : BCM

Section 2 : Le climat des investissements

Le niveau de risque du pays est un obstacle majeur qui l'empêche de séduire les investisseurs étrangers. *Madagascar* figure toujours et encore parmi les *pays à risque*⁵⁹ au sein duquel les entreprises sont fortement vulnérables, du à un environnement économique, financier et politique instable. A cela s'ajoutent les chocs exogènes, tels que les aléas climatiques... Par ailleurs, la dépendance des pays envers l'aide internationale qui perdure renforce la fragilité économique et financière et ce, malgré les mesures d'allègement de la dette. En effet, de nombreux investisseurs sont passés pour voir l'état actuel de la situation économique, beaucoup ne sont pas revenus, parvenant ainsi à une rare concrétisation. En outre, d'autres facteurs de fragilité importants subsistent, avec l'étroitesse de l'assiette fiscale qui ne réduit pas les déficits des finances publiques. De même, la structure de l'économie rend difficile la résorption des déséquilibres extérieurs en dépit de l'expansion des exportations. Aussi, est-il avéré que deux grands points noirs freinent les investisseurs à Madagascar : le manque d'énergie (dû aux problèmes financiers de la JIRAMA et le corollaire du délestage qui constituent un handicap) et l'absence de fiabilité de la Justice⁶⁰. En 2005, le pays n'a accueilli que 85 millions d'investisseurs directs étrangers. On note alors que le manque d'investisseurs freine les économies d'échelle.

Section 3 : Le degré de développement des pays membres

Aussi bien au COMESA que dans la SADC, les niveaux de développement des pays sont très disparates, alors que le but est de créer un environnement économique, un espace économique unique. D'une part, on voit une approche asymétrique : pour les

⁵⁹ Madagascar est au 131^{ème} rang, selon les indicateurs de l'environnement des affaires de la Banque Mondiale, in MAP.

⁶⁰ Par Anthony Bouthelier, Président Délégué du Conseil Français des Investisseurs en Afrique, in Magazine DMD 2006.

pays développés de la SADC, comme l'Afrique du Sud, la libéralisation de leur économie se fait plus rapidement que les pays moins développés. Ce sont les blocs commerciaux régionaux qui disposent d'économie plus dynamique et plus diversifiée qui attirent plus d'investisseurs : il s'agit d'un « *effet de polarisation* ». Et d'autre part, il y a une géométrie variable, c'est-à-dire que chacun suit son propre rythme de libéralisation. Ainsi, ce décalage, voire ce mauvais départ handicape à l'entrée d'une ZLE en 2008 de la SADC. Le problème dans ces Accords est dû aux chevauchements et à l'incompatibilité des initiatives, malgré la proximité géographique. Par conséquent, la non adéquation des résultats face aux effets attendus montre la complexité de l'environnement économique, à cause du manque d'infrastructures, de capital physique et de capital humain, des ressources naturelles limitées et à la situation géographique difficile (climat, isolement...).

Madagascar subit une vulnérabilité structurelle, vue que l'absence de confiance des investisseurs bloque le développement de quelques secteurs. Cependant, grâce à un retour à une stabilité politique, à la mise en œuvre de réformes structurelles et au soutien international, le point d'achèvement en Octobre 2004 est atteint. Les problèmes majeurs se situent au niveau de l'incapacité du Gouvernement à maîtriser l'inflation et à stabiliser le cours de l'Ariary. Par conséquent, ce sont ces contraintes qui ne motivent pas les opérateurs économiques locaux et les étrangers à s'installer. Ce qui les pousse à voir d'autres pays plus intéressants comme la Chine, l'Afrique du Sud ... où toutes les conditions d'allocation optimale des ressources sont présentes.

Section 4 : La montée de la concurrence, la concurrence déloyale

Les pays développés (Europe, Afrique du Sud...) ont tendance à arriver à un « abus de pouvoir » en imposant un certain nombre d'obstacles non tarifaires (soutien des prix, subvention et accords spéciaux de commercialisation...), qui agissent négativement sur les produits ou marchés Africains.

L'implication d'une adhésion s'accompagne presque toujours d'une exposition indéniable à la concurrence, pour les entreprises auparavant habituées à une protection par des régimes douaniers favorables. Donc, si ces entreprises sont peu compétitives, peu efficaces, elles risquent d'être en faillite, donnant un effet de rétroaction négatif, socio-économique, et une perte de coût social élevé. Certaines zones franches industrielles ont dû rayer une partie de leur personnel suite à une compétition avec les

Chinois et les Indiens. En effet, cette concurrence jugée « déloyale » repose sur le fait que l'Intégration Régionale ne profite qu'à des pays ayant une avance technologique importante. D'où un pays faiblement compétitif qui ne dispose pas de la Nouvelle Technologie de l'Information et de la Communication (NTIC) perdra une grande part du marché et sera exclu du commerce intra zone.

Un problème concerne également la libéralisation au niveau des Etats membres (cas de la SADC) : les membres appliquent le rythme de libéralisation qui leur convient, et ce en leur permettant toujours de préparer leur économie à une concurrence.

Section 5 : Les problèmes subis par les opérateurs économiques malgaches dans les exportations

L'exportation, levier de croissance incontestable pour les producteurs nationaux, peut subir un parcours très difficile, puisque le pays n'exporte que des produits à faibles valeurs ajoutées (bois, par exemple), avec une main d'œuvre peu qualifiée, voire non qualifiée, et devant être à la norme. Par conséquent, les investissements à effectuer pour garantir un produit de qualité sont risqués, par une perte de temps pour la formation du personnel...Or, *seul l'investissement crée la richesse*. Par ailleurs, si l'entreprise de nature quasi-monopole, protégée par une économie fermée est devancée par des entreprises étrangères dont les normes sont respectées, dont les coûts sont fiables, alors la maximisation de la satisfaction du consommateur (national ou régional) doit toujours être l'unique préoccupation des agents producteurs afin de percer le marché.

Du point de vue des coûts, les coûts de mise à FOB sont très élevés à Tamatave, les taux de frets explosent littéralement, liés à une faible demande. Le coût des transactions dans la zone SADC, par exemple, est très élevé par rapport à celui du reste du monde : envoyer une tonne de cargo d'Europe vers Dar Es-Salaam revient moins cher que de la Zambie au Dar Es-Salaam. C'est pourquoi, il faut régler quelques problèmes administratifs et concernant la douane. Ceci peut être causé également par les infrastructures qui reviennent chères, à une communication difficile... D'ailleurs, ces infrastructures sont à consolider non seulement pour soutenir ce développement régional, mais aussi pour relier les pays entre eux (systèmes routiers, autres voies de communication...)

Pour continuer sur ces problèmes, prenons le cas des relations entre la Société commerciale JB et l'île Maurice : une fois arrivée à destination de l'île Maurice, les produits malgaches ont dû se conformer au « FOOD ACT ». JB a dû alors refaire sa composition sur le taux de graisses (à 15% du poids total) de la gaufrette FREGO, donc elle a dû faire face à une grosse perte d'argent vu que le coût de transport est assez élevé. Ainsi, on remarque que les procédures ne sont pas encore assouplies, les marchandises ont dû passer plusieurs étapes pour être commercialisables. Les raisons de ces complications s'expliquent par le manque de confiance des investisseurs partenaires, par un système judiciaire non fiable et une connaissance faible de Madagascar. Ceci montre d'ailleurs que la concurrence est rude pour les industriels nationaux.

CHAPITRE 3 : DIAGNOSTIC DE LA FUTURE ADHESION ET PERSPECTIVES

Section 1 : Le choix sur une intégration au niveau du COMESA ou de la SADC

La double appartenance de Madagascar présente une certaine polémique (perte d'argent et perte de temps)⁶¹ car les deux groupes sont quasiment identiques. Par conséquent, Madagascar devra faire un choix stratégique. Ci-après se présente le défi du MAP en ce qui concerne l'objectif à atteindre en 2012 en terme de taux de la part de marché régional.

Tableau n° 23 : Indicateur des Objectifs

	2005	2012
Part de marché de Madagascar au revenu régional	5	15

Source : MAP

Quels sont alors les arguments respectifs pour un choix en faveur de chaque Organisation Régionale ?

⁶¹ Discours de Julien Radanoara, dans le quotidien *Midi Madagascar* du 10 Janvier 2007.

A. Statistiques pour l'orientation du choix

Dans son axe stratégique de développement, Madagascar a pour choix une future adhésion dans une des deux Organisations Régionales dont on peut distinguer les caractéristiques sur le tableau ci-dessous.

	COMESA	SADC
membres	20	14
nombre des personnes consommateurs (en millions)	399	220 à 240
PIB (en millions de \$US)	190	222

a- Les arguments en faveur du COMESA

- Comparaison COMESA – SADC

Par rapport à la SADC, dans le COMESA, on peut identifier dans le tableau suivant quelques points positifs pour une perspective d'adhésion.

en Ariary	exportation	%	importation	%
SADC	33.778.297	2,45	285.169.995	9,37
COMESA	44.152.369	3,20	140.867.693	4,63
Total	77.930.666		426.037.688	

Les données préliminaires sur les flux commerciaux au sein du COMESA indiquent qu'il y a des opportunités de marché pour les exportateurs malgaches. Par ailleurs, la politique protectionniste de l'Afrique du Sud pourrait compliquer l'accès des produits malgaches au marché Sud Africain de la SADC : diversion, la limitation des capacités institutionnelles à administrer les différents accords et conflits, et les obligations du COMESA réduisent les initiatives de joindre la SADC.

- Retombées positives des APE sur le COMESA

Quant aux retombées des APE, le COMESA tire des avantages perceptibles sur ces relations, le tableau ci-dessous en montre quelques détails.

création de commerce	diversion de commerce	diversion intra- REC	commerce créé par unité de commerce diverti
-------------------------	--------------------------	-------------------------	---

COMESA	909,9	-242,7	-14,1	3,7
SADC	272,3	-78,4	-0,7	3,5

Source : colloque sur l'Intégration Régionale, juin 2006

b- Les arguments en faveur de la SADC

- Les avantages dans l'adhésion à la SADC

Madagascar intégrée dans la SADC présente une image assez positive pour le pays. Cette initiative d'Intégration est un grand pas, car l'adhésion désigne la promotion de l'ouverture aux marchés. En effet, les produits offerts sur le marché sont d'une variété multiple, mais surtout une aubaine :

- Sur 4840 produits importés par la RSA, Madagascar possède un avantage comparatif révélé sur 316 produits : soit un marché de 722,7 millions USD.
- Sur 2634 produits importés par SADC (-), sur 202 produits, Madagascar dispose d'un avantage comparatif : soit un marché de 2,7 milliards USD

Par ailleurs, Madagascar est une terre riche et possède toute une gamme de produits consommables, d'où la possibilité de prévoir une valeur ajoutée de plusieurs millions de dollars. Donc, le pays doit plus que jamais conquérir le marché. L'une des forces de Madagascar dans cette initiative est due à l'existence d'importants échanges commerciaux entre Madagascar et les autres membres. Le pays attend des effets tels que le renforcement de la productivité par :

- la formation et le transfert de savoir-faire,
- une concurrence stimulante,
- la valorisation du capital naturel (tourisme, environnement...),
- l'investissement et,
- l'accélération des moyens de transport et le renforcement des infrastructures.

Dans ce cas, l'adhésion offre aux entreprises locales des débouchés importants, dont les industries peuvent jouir de cette ouverture pour augmenter leur approvisionnement en matières premières. Le surplus des entreprises exportatrices malgaches augmente en boostant les exportations à destination des pays de la SADC. Pour ce faire, ces entreprises locales devront améliorer leurs compétitivités en développant le capital humain par des formations sur les nouvelles technologies en

main, pour assurer un travail rapide et moins coûteux, en substituant les deux facteurs (capital et travail) suivant la situation de l'économie⁶²... La mise en place de la ZLE a également réveillé des investisseurs directs étrangers à s'intéresser à l'Afrique et non toujours aux pays émergents (Chine, Inde). De plus, la proximité géographique et l'homogénéité des pays membres définissent une opportunité pertinente car à elle seule, la SADC compte 220 millions de consommateurs. Ayant des partenaires à l'intérieur et à l'extérieur de la SADC, Madagascar pourra, en effet, être un carrefour des échanges entre l'Asie et l'Afrique Australe. En outre, puisque le commerce est un point majeur du développement, le facteur travail conditionne la productivité et l'on peut considérer que la main d'œuvre malgache a une capacité d'adaptation très forte.

PIB : 10^{ème} avec 268,3 USD, après Maurice, Botswana, Afrique du Sud, Namibie,

Swaziland, Angola, Lesotho, Zambie.

IDH : 8^{ème} = 150, après Maurice, Afrique du Sud, Namibie, Botswana, Lesotho, Zimbabwe.

PIB/SADC : 2,6% = 8^{ème}, après Afrique du Sud, Angola, Tanzanie, Zimbabwe, RDC,

Botswana, Maurice

IDE/SADC : 0,3% = 13^{ème}

Population : 5^{ème} = 16,5 millions

Et grâce à une concurrence accrue, la baisse des coûts de revient des produits, dû à l'économie d'échelle, permet au pays de garder une certaine part de marché. Bien que le marché de la SADC soit dominé par le marché Sud-Africain, l'accès de Madagascar est un moyen perspicace pour le Gouvernement Malgache pour conquérir ce marché dominant, un partenaire très important pour renforcer l'image malgache. Par ailleurs, plus il y a d'échanges entre les deux parties, plus cela explique que la coopération y est avantageuse et présente beaucoup d'intérêts pour chacun.

Par rapport aux études menées par le NEPRU et le CREAM sur l'approfondissement de l'intégration à la SADC⁶³, s'intégrer au niveau de la SADC serait :

- globalement favorable pour le milieu des affaires ;

⁶² Substituabilité des facteurs de production selon le modèle classique de la croissance de Solow pour permettre la stabilité de la croissance, par une variation du coefficient du capital.

⁶³ Un échantillon de cent entreprises a été tiré de la « fiche des Etablissements » de l'INSTAT, par des critères de forme juridique, par la branche d'activité et par la représentativité pour la localité locale.

- plus plébiscité que s'intégrer au COMESA (77,5% sont favorables à l'adhésion à la SADC contre 63,4%) et seule, une frange de 17,1% des dirigeants d'entreprises est convaincue que Madagascar dans la SADC ne profitera pas à l'économie malgache en général.

B. Les défis de Madagascar pour accroître l'Investissement Direct Etranger

a- Revalorisation de la situation macroéconomique de Madagascar

- Stabilité macroéconomique

Madagascar vit dans un environnement économique instable, causé par des exportations très faibles, notamment par la faiblesse des prix de la vanille sur le marché international. Son compte courant en 2005 affiche un déficit de 11,7% du PIB, le taux d'augmentation de son PIB était de 4,6%.

Tableau n° 29: *Indicateur des IDE*

	2005	2012
Investissement Direct Etranger (millions de USD)	84	500
classement du climat des Investissements	131	80

Source : Banque Mondiale, MAP

Donc, promouvoir les IDE constitue un élément moteur du développement. Pour orienter le climat des affaires, Madagascar a mis en place l'**EDBM** ou **Economic Development Board of Madagascar**.

- *Amélioration de l'environnement général des Affaires*

Les défis à relever sont :

- bonne gouvernance et lutte contre la corruption ;
- modernisation du Droit des Entreprises ;
- nouveau code des marchés publics ;
- allégement des procédures sur la création d'entreprises, au niveau des ports, de la douane et du foncier ;
- réforme du secteur financier.

b- Les mesures à prendre en compte pour pérenniser les échanges commerciaux avec l'extérieur

- Incitation et soutien aux Investissements

Les améliorations à espérer sont :

- vérification et baisse des taux : pour l'IBS, ils sont de 45% pour les sociétés commerciales 35% en agriculture, et seront à Taux unique de 30% par la suite ;
- exonération de l'IBS et minimum de perception pour les Institutions de microfinance mutualistes et non mutualistes (existence de simplification du système fiscal) ;
- suppression des droits d'accise et des redevances.

- Modernisation des droits de douane

Il s'agit de :

- améliorer le climat des Investissements, favoriser et renforcer la compétitivité des entreprises
- soutenir les échanges extérieurs par :
 - une tarification simplifiée et un nombre de taux de Droit de Douane faible ;
 - la conformité des droits de douanes avec les Accords Régionaux ;
 - l'utilisation des nouvelles technologies (SYDONIA ++, scanner, GASYNET...) ;
 - un dialogue permanent entre l'administration et les opérateurs économiques.

- Le Change

Dans ce volet, il s'agira de promouvoir l'Investissement par :

- une libre circulation des transferts courants ;
- un marché de change en continu avec la double cotation en Dollar et en Euro.

- Le secteur financier

Les initiatives entreprises dans ce secteur sont essentiellement :

- la nouvelle loi sur l'investissement ;
- l'existence de l'EDBM ;
- la mise en œuvre du Pole Intégré de Croissance (PIC) ;

- l'implémentation du Guichet pour les PMI/PME ;
 - la sécurisation foncière et la réforme du secteur financier avec le MCA ;
 - la nouvelle loi sur la microfinance ;
 - la nouvelle législation sur les assurances.
- Défi pour attirer les IDE : diversifier les produits
- Le défi de Madagascar dans les échanges serait de devancer ses concurrents régionaux et internationaux par la diversification des produits exportables. Auparavant, le manque de concurrence interne et externe sur le marché local a réduit les capacités des entreprises à attaquer les marchés de l'extérieur. Par ailleurs, l'ouverture de l'économie réduit les revenus réalisés par les situations de rente sur le marché intérieur, lesquels ont affaibli l'épargne intérieure et les dépôts à long terme et limité les capacités des banques. Ainsi, pour arriver à percer ces marchés, par l'intermédiaire de l'Intégration Régionale, il faut que les entreprises malgaches arrivent à surpasser la concurrence sur le marché interne (à Madagascar), à partir de l'amélioration des infrastructures de communication...
- De tout ce qui précède et pour terminer, Madagascar pourrait et peut être un grand gagnant sur l'ouverture de son économie à la SADC, non seulement par l'Afrique du Sud mais sans oublier surtout par Maurice.

CONCLUSION

Madagascar dans sa situation de « faible » par sa structure macroéconomique, par ses échanges commerciaux, par sa position mondiale s'est trouvée une issue de sortie face à la complexité de l'environnement international. En effet, notre pays a eu recours à l'accroissement des échanges commerciaux, car l'entrée des nouvelles tendances au niveau mondial suite à la mondialisation a conduit « pays riche » - « pays pauvre » à uniformiser leurs systèmes pour se faire accepter. C'est dans ce nouveau cadre que la politique commerciale s'est tournée vers l'extérieur où « ouverture de l'économie » signifie croissance, et que les effets du choix d'une autarcie en seraient très suicidaires. Ainsi, est appliqué le régionalisme afin de permettre à chacun de mieux s'intégrer dans l'économie mondiale et d'adopter une meilleure stratégie de réduction de la pauvreté. Dans ce cas, le Gouvernement Malgache a décidé de passer à des initiatives d'Accord d'Intégration Régionale avec le monde en général (Europe, Etats-Unis) et principalement avec la Région Afrique. En joignant l'Afrique, Madagascar a intégré la COI en 1984, le COMESA en 1994, et la SADC officiellement en 2005. L'adhésion de Madagascar au niveau de ces Organisations Régionales a globalement été fructueuse car de nouvelles opportunités s'offrent au pays, telles que l'arrivée des investisseurs mauriciens, le développement touristique, la diversification des produits, la montée fulgurante des échanges grâce aux possibilités d'économie d'échelle. Toutes ces opportunités lui sont offertes et permettent de mieux stabiliser l'économie malgache. Cependant, des limites et des contraintes bloquent encore le développement économique de Madagascar dans ces coopérations régionales. En effet, dans les deux groupes régionaux formés par le COMESA et la SADC, Maurice et l'Afrique du Sud constituent les principaux concurrents redoutables des produits malgaches, voire les instigateurs de monopole des marchés. Et ceci, en dépit des efforts menés par les



producteurs nationaux malgaches dont les exportations sont loin d'atteindre la barre des parts de marché détenues par ces derniers. Dans ce cas, le gouvernement devra logiquement faire un choix entre le COMESA et la SADC. Des études effectuées montrent la perspective pour Madagascar de joindre l'Organisation Régionale de la SADC, option qui serait plus prometteuse, source de progrès économique et de force pour affronter l'aspect mondial, grâce au large et attractif marché Sud-Africain. De plus, intégrer la SADC suppose être une solution pour assurer un avenir prospère des échanges commerciaux, de la croissance économique et des relations économiques internationales de Madagascar. C'est donc là une décision politique relevant de la responsabilité de l'Etat. Cela engagerait surtout par la suite une volonté de réussir de la part des entités économiques présentes à l'intérieur du pays en appliquant les exigences du système mondial, en exploitant leurs propres atouts pour leurs intérêts, mais aussi conformément à la politique de développement envisagée par les dirigeants.

BIBLIOGRAPHIE

- 1- Les Accords Multilatéraux, Liva Raharijaona Mars 2006*
- 2- Analysis of Madagascar's Regional and Preferential trade Agreements, Manuel de la Rocha May 2003*
- 3- Atelier sur l'OMC, 2006ntégration Régionale et Développement, Maurice Shiff - Alan Winters, Edition Economica 2004*
- 4- Colloque sur l'Intégration Régionale, MAE 28-29 Juin 2006*
- 5- Commerce, Investissement et Intégration Régionale, Robert Sharer, Bulletin du FMI 2005*
- 6- Deepening Integration in SADC, 2004 CREAM*
- 7- Données Statistiques des exportations et Importations de Madagascar – COMESA - SADC, Ministère du Commerce, de l'Industrialisation et du Secteur Privé*
- 8- Document de restitution de l'atelier d' études sur l' « Impact de l'adhésion de Madagascar au protocole de la SADC sur le Commerce » et « Comment maximiser les avantages de l'adhésion de Madagascar à la SADC », Mai 2006*
- 9- Economie Internationale, commerce et macroéconomie, Bernard Guillauchon et Annie Kawecki, 4ème édition DUNOD, 2003*
- 10- Impact de l'adhésion de Madagascar à l'APE*
- 11- Journée Africaine de la Statistique 2005, INSTAT*
- 12- Mémoire de DEA sur COMESA, Centre d'Etudes Economiques Ambohitsaina, 2001*
- 13- Official SADC trade, industry and investment review, 2006*
- 14- Présentation des Négociations commerciales internationales actuelles. Illustration du cas de Madagascar, Liva Raharijaona-15 Mars 2006*
- 15- Principes de l'économie, N.Gregory Mankiw, édition ECONOMICA, 1998*
- 16- Rapports sur le Développement dans le monde, 2001, 2006-2007*



17- Revues :

- *Magazine DMD*
- *Eco Austral*
- *EXPRESS de Madagascar*
- *La Gazette de la Grande île*
- *Les NOUVELLES*
- *Midi Madagascar*

18- SADC 2006



TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION.....	1
PARTIE I : MADAGASCAR DANS L'ECONOMIE MONDIALE	2
CHAPITRE 1 : DIAGNOSTIC DE LA COMPETITIVITE DE MADAGASCAR.....	2
Section 1 : Rapport mondial sur la compétitivité.....	3
A. Les taux de change	3
B. Les normes et qualités : déficience de la compétitivité	3
Section 2 : La pauvreté, un blocage en terme de compétitivité pour Madagascar	3
A. Indicateurs de pauvreté.....	3
B. Les problématiques de développement internes	4
CHAPITRE 2 : L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	12
Section 1 : L'évolution récente du commerce mondial.....	13
A. La situation du commerce mondial	13
B. Evolution du commerce des pays les moins avancés 1995-2004	15
PARTIE II : MADAGASCAR ET SON INTEGRATION ACTUELLE EN AFRIQUE.....	18
CHAPITRE 1 : QUELLE POLITIQUE COMMERCIALE POUR MADAGASCAR EN VUE D'UNE MEILLEURE INTEGRATION REGIONALE ?	18
Section 1 : Une politique commerciale axée vers l'extérieur.....	18
A. D'une politique protectionniste vers une politique d'ouverture.....	18
B. Ouverture et croissance.....	19
Section 2 : Tirer un meilleur parti d'un régionalisme	20
A. L'accès au marché	21
B. La politique de développement appliquée au commerce international	21
CHAPITRE 2 : MADAGASCAR ET L'AFRIQUE, L'ACCES AUX ORGANISATIONS REGIONALES EN AFRIQUE	24
Section 1 : L'Intégration Régionale en Afrique	24
A. La vision d'une Intégration Régionale	24
B. Madagascar face au COMESA.....	28
C. L'intégration de Madagascar dans le cadre de la SADC.....	36
D. Structure des importations.....	41
E. Structure des exportations.....	44
F. Structure des échanges de la SADC.....	47
PARTIE III : ETUDE ANALYTIQUE SUR L'INTEGRATION REGIONALE DE MADAGASCAR AUX ORGANISATIONS REGIONALES : ATOUTS OU CONTRAINTES ?	52
CHAPITRE 1 : LES AVANTAGES ET LES OPPORTUNITES DANS UNE INITIATIVE D'INTEGRATION REGIONALE.....	52
Section 1 : Les avantages	52
A. Les enjeux des Accords d'intégration régionale	52
B. Les effets attendus	52
C. Les gagnants et les perdants	53
D. Les avantages comparatifs de Madagascar.....	53
Section 2 : Les opportunités	58
A. La promotion des Investissements Directs Etrangers.....	58
B. Les opportunités d'une croissance économique durable à travers le développement des PME	59
C. Le développement sectoriel : forte implication du Secteur Privé.....	60



D. Les impacts	62
CHAPITRE 2 : LES CONTRAINTES DE DEVELOPPEMENT AU NIVEAU DES ORGANISATIONS REGIONALE	63
Section 1 : Les risques encourus	63
Section 2 : Le climat des investissements	64
Section 3 : Le degré de développement des pays membres	64
Section 4 : La montée de la concurrence, la concurrence déloyale.....	65
Section 5 : Les problèmes subis par les opérateurs économiques malgaches dans les exportations	66
CHAPITRE 3 : DIAGNOSTIC DE LA FUTURE ADHESION ET PERSPECTIVES	67
Section 1 : Le choix sur une intégration au niveau du COMESA ou de la SADC	67
A. Statistiques pour l'orientation du choix.....	68
B. Les défis de Madagascar pour accroître l'Investissement Direct Etranger ...	71
CONCLUSION	74
BIBLIOGRAPHIE	76

ANNEXES

Annexe I

Encadré 1. Les formes de protection d'un marché

- **Restrictions quantitatives : elles sont les forme de protection les plus anciennes et actuellement, font partie des restrictions les plus combattues par les Accords du GATT. L'Etat qui applique cette méthode impose, à des pays de provenance ou à un seul pays, un système de quotas sur les produits importés. Le dernier a été l'Accord de Multi Fibres.**
- **Les barrières tarifaires : dans ce système, un Etat impose un droit de douane assez important, dans l'objectif de protéger une industrie locale, mais aussi d'augmenter les recettes fiscales.**
- **Les barrières non tarifaires : elles sont la forme de protection moderne des marchés. En effet, les règles du commerce international en vigueur ne permettent plus une telle méthode. Dans ce cas, des Etats ont créé les normes, les mesures sanitaires très compliquées comme forme de protection.**

Annexe II

Encadré 2. La politique commerciale dans le cadre du plan national

1) Objectifs généraux :

- croissance économique de 8 à 10%
- PIB/habitant : 476 USD
- Flux d'Investissement Direct Etranger : 500 millions USD/an
- Taux d'investissement : 30% du PIB
- Taux de croissance des exportations de biens : 22,3%
- Taux de couverture des importations par les exportations : 83,8% en 2012
- Part de marché du commerce régional : 15% en 2012

2) Objectifs selon la politique commerciale appliquée :

Engagement n°4 : développement rural durable

- promouvoir les activités axées vers le marché
- diversifier les activités agricoles
- accroître la valeur ajoutée agricole et rehausser l'agrobusiness

Engagement n°6 : économie à forte croissance

- accroissement de l'IDE

Stratégies :

- créer un environnement des affaires compétitif
- sécuriser les investissements et le commerce
- infrastructures favorables aux investissements
- initier les accords internationaux pour attirer la confiance des investisseurs

- promotion de l'emploi
- renforcer la capacité des entreprises locales, les PME¹ et l'artisanat

- renforcer la compétitivité commerciale internationale, dont l'objectif est de diversifier les exportations de produits à haute valeur ajoutée

Stratégies : - faciliter le marketing, l'assurance et le financement des exportations

- adopter une stratégie industrielle pour pénétrer le marché

- exploiter les opportunités régionales dans le but de d'élargir le marché et de promouvoir les investissements

Stratégies : - sensibiliser l'opinion nationale sur les opportunités du marché régional

- ratifier les protocoles régionaux

Annexe III Projection des exportations de Madagascar de 2007 à 2012

Millions DTS	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
TIC	10,45	12,54	15,05	18,06	28,89	46,23	73,96
Tourisme	139,54	167,44	200,93	241,12	289,34	347,21	416,65
Total Service	149,99	179,98	215,98	259,18	318,23	393,44	490,62
Textile	337,02	438,12	577,14	758,28	925,10	1 128,62	1 376,92
Pêche & Aquaculture	96,98	105,69	114,61	127,16	141,49	158,41	177,94
Agri business	38,38	42,22	55,46	69,42	94,23	113,29	137,83
Mines	22,75	29,66	67,05	1 727,15	1 805,04	1 853,16	1 885,64
Autres Produits	109,80	109,80	109,80	109,80	109,80	109,80	109,80
Total Biens	604,94	725,50	924,07	2 791,82	3 075,66	3 363,29	3 688,14

Annexe IV Fiche d'identité du COMESA et de la SADC

SADC

Nom : Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe

Date de création : 1992

Pays membres : Afrique du Sud, Angola, Botswana, République démocratique du Congo, Lesotho, Madagascar, Malawi, Mozambique, Maurice, Namibie, Swaziland, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe.

Objectifs : constituer une zone économique intégrée, développement économique des Etats membres, favoriser et défendre la paix et la sécurité.

Population totale : plus de 200 millions

PNB : 134 milliards USD

PIB: 222 milliards

COMESA

Nom: Common Market for Eastern and Southern Africa

Date de création: 1993

Pays membres: Angola, Burundi, Comores, République Démocratique du Congo, Djibouti, Egypte, Erythrée, Ethiopie, Kenya, Madagascar, Malawi, Maurice, Ouganda, Rwanda, Seychelles, Soudan, Swaziland, Zimbabwe, Zambie

Population totale : 385 millions

PNB : 203 milliards

PIB : 190 milliards

Objectifs : zone de libre échange (suppression des barrières douanières internes), union douanière entre les membres, établir une union monétaire d'ici 2025.

Quel calendrier pour la SADC?

Le calendrier se présentera comme suit :

- ***du 1^{er} septembre 2005 au 31 décembre 2006*** : élaboration du plan d'action, qui demande l'implication de l'État, du secteur privé et de la société civile. Durant cette période, Madagascar doit obtenir de la SADC toutes les informations nécessaires à l'élaboration de son plan, à savoir : le plan d'action de chacun des pays membres de la SADC et tous les textes réglementaires et législatifs en matières commerciale et douanière.
- ***du 1^{er} janvier 2007 au 31 décembre 2007*** : négociation du plan d'action avec la SADC, impliquant la constitution d'un groupe restreint de négociations dont la mission serait de négocier avec la SADC la liste et le calendrier, mais aussi de rendre compte à tous les acteurs du commerce impliqués.
- ***à partir du 1^{er} janvier 2008*** : application du plan d'action accepté par la SADC. Ce plan d'action pourrait respecter les grandes lignes suivantes :
 - les biens d'équipement pourraient entrer sans droits de douane et taxes d'effet équivalent à Madagascar dès le 1^{er} janvier 2008 ;
 - dans la mesure où les pays de la SADC hors Afrique du Sud et Maurice ne sont que des partenaires marginaux de Madagascar, le pays n'a aucun intérêt à complexifier l'administration douanière de la ZLE et devrait offrir les mêmes listes et le même calendrier à tous les membres de la SADC.
 - le démantèlement tarifaire des produits « sensibles » devra être linéaire, soit une réduction du tarif de 20% par an entre 2008 et 2012.

La liste des produits pourrait être établie à partir :

- Des produits qui pourraient devenir compétitifs après une phase d'adaptation (études de compétitivité) ;
- Des nouveaux produits « porteurs » (études de marchés).

Annexe V Les partenaires à l'exportation de Madagascar au sein du COMESA

Valeur USD	2003	2004	2005
Maurice	9.250.816	35.296.260	11.189.995
Comores	2.092.064	3.582.697	3.832.117
Kenya	436.546	289.079	2.513.404
RD Congo	154.553	60.878	1.353.245
Egypte	383.366	824.345	758.234
Seychelles	609.591	740.699	297.454
Soudan	65.169	130.343	198.548
Burundi	86.672		15.349
Zambie		15.829	14.814
Djibouti	43.574	53.325	3.266
Autres	339.265	366.843	993
TOTAL	13.461.619	41.360.299	20.177.418

Annexe VI Les partenaires à l'importation de Madagascar au sein du COMESA

	2003	2004	2005
Maurice	35.859.816	46.151.128	61.814.614
Egypte	8.336.785	15.954.933	13.692.071
Swaziland	5.137.351	8.230.592	9.688.709
Seychelles	3.946.400	2.283.762	7.810.241
Kenya	8.684.868	6.998.102	5.052.297
Malawi	2.442.387	3.353.295	2.266.878
Ethiopie	8.330	7.185	548.763
Soudan	47.222	49.921	180.691
Comores	62.307	97.941	123.251
RD Congo	48.858	25.093	80.461
Autres	719.833	3.111.864	81.705
TOTAL	65.294.157	86.283.815	101.339.680

Annexe VII Les partenaires à l'exportation de Madagascar hors COMESA

	2003	2004	2005
France	294.462.829	335.088.139	189.429.864
USA	147.131.075	325.219.002	158.254.860
Allemagne	32.891.868	52.530.498	39.280.281
Chine	7.117.840	9.795.116	28.219.505
Italie	11.737.657	26.913.563	17.421.398
Royaume Unis	13.779.692	19.127.320	13.562.218
Japon	12.331.970	12.746.583	13.319.361
Singapour	24.264.106	25.928.974	13.201.590
Pays Bas	8.498.502	10.749.011	10.932.967
République			
Thaïlande	8.905.861	3.732.873	9.766.400
Autres	111.110.521	140.215.072	79.696.034
TOTAL	672.231.921	962.046.151	573.084.479

Annexe VIII Les partenaires à l'importation de Madagascar hors COMESA

	2003	2004	2005
Chine	165.041.651	289.412.822	220.090.310
France	173.071.165	225.776.279	212.926.011
Bahrayn	17.978.377	103.407.877	201.760.241
Inde	49.489.758	64.746.674	94.416.214
Afrique du Sud	77.837.164	98.160.521	91.745.466
Belgique	21.529.530	43.159.826	42.749.906
Allemagne	35.325.126	56.259.060	39.429.962
USA	47.228.516	105.408.766	38.020.149
République Thaïlande			
Japon	12.479.581	32.680.691	31.674.944
Autres	30.328.602	59.114.005	30.946.740
	390.847.602	550.277.466	379.166.214
TOTAL	1.021.157.229	1.628.403.988	1.382.926.157

Annexe IX Impacts des APE par pays AFOA

Millions \$	Création de commerce	Diversification de commerce	Commerce créé par unité de commerce diverti
Burundi	12,4	-1,6	7,8
RD Congo	45,4	-6,8	6,7
Ethiopie	120,7	-31,2	3,9
Erythrée	13,1	-1,4	9,4
Djibouti	56,5	-9,6	5,9
Kenya	211,3	-60,5	3,5
Madagascar	16,6	-4,1	4
Malawi	15,1	-6,5	2,3
Maurice	166,9	-44,7	3,7
Rwanda	10,6	-3,1	3,4
Seychelles	25,3	-2,7	9,4
Soudan	119,6	-33,5	3,6
Ouganda	19,2	-9	2,1
Zimbabwe	45,6	-17,6	2,6
Zambie	31,7	-10,4	3

Annexe X Importations : principaux partenaires de la SADC

pays	Valeur (1000US\$)	En % des importations totales
UE (15)	313657	28,9
Chine	191833	17,7
Afrique du Sud	77415	7,1
Inde	50407	4,6
Maurice	37833	3,5
États-Unis	29624	2,7
Japon	29203	2,7
Zone Franche	28362	2,6
Taiwan	25883	2,4
Pakistan	24712	2,3
Indonésie	23754	2,2
Hong Kong	23728	2,2
Emirat Arabe Uni	17403	1,6
Malaisie	16978	1,6
Corée	14261	1,3
Thaïlande	13240	1,2
Singapour	11924	1,1
Bahrayn	11547	1,1
Argentine	9406	0,9
Egypte	8435	0,8

Source : WITS et calculs des auteurs

Annexe XI Principaux produits importés

	En % des importations totales
Combustibles minéraux	10,3
Machines/engins mécaniques	7,3
Machines et matériels électriques	6,5
Voitures automobiles	6,3
Coton	5,3
Laine et crin	5,3
Céréales	4,9
Fonte, fer et acier	3,3
Graisses et huiles végétales/animales	3,3
Etoffes de bonneterie	3,2
Plastiques et ouvrages en plastiques	3,2
Produits pharmaceutiques	3,1
Papiers et cartons	2,3
Produits de l'édition	2,3
Sucres et sucreries	2,0
Produits de la minoterie	1,9
Ouvrages en fonte, fer et acier	1,7
Filaments synthétiques ou artificiels	1,6
Produits chimiques divers	1,4
Soie	1,4

Source : WITS et calculs des auteurs.

Annexe XII Principaux produits importés de la SADC

	Valeur des imports. de la SADC (1000US\$)	Part de chaque chapitre dans le total des imports. SADC (en %)	Valeur totale des imports. toutes provenances (1000US\$)	Part des imports. SADC dans le total des imports. (en %)
Combustibles minéraux	20767	16,2	111542	18,6
Sucre et sucreries	14086	11,0	21292	66,2
Fonte, fer et acier	9335	7,3	35612	26,2
Coton	7911	6,2	57840	13,7
Plastiques et ouvrages en plastiques	7404	5,8	34300	21,6
Savons	5508	4,3	13347	41,3
Papiers et cartons	5237	4,1	24842	21,1
Voitures automobiles	5176	4,0	68774	7,5
Alimentation animale	4667	3,6	12931	36,1
Produits de la minoterie	4090	3,2	20241	20,2
Verre et ouvrages en verre	3112	2,4	8527	36,5
Machines et engins mécaniques	3096	2,4	79346	3,9
Engrais	2804	2,2	4074	68,8
Préparations alimentaires diverses	2719	2,1	6405	42,5
Boissons	2562	2,0	4050	63,3
Ouvrages en fonte, fer et acier	2451	1,9	18042	13,6
Machines et matériels électriques	2256	1,8	70111	3,2
Etoffes de bonneterie	2084	1,6	34364	6,1

Source : WITS et calculs des auteurs.

Annexe XIII Importations de la SADC par « blocs régionaux » et nature des produits (en %)

	RDM	UE	SADC
• Consommation Finale	26,9	18,2	19,2
Manufacturée	26,9	17,8	18,8
Primaire	0,0	0,4	0,4
	60,8	56,9	74,2
• Consommation intermédiaire			
Manufacturée	60,4	54,9	71,4
Primaire	0,4	2,0	2,8
Biens d'équipement	11,5	22,6	6,6

Source : WITS et calculs des auteurs.

Note : nomenclature BEC des Nations Unis.

Annexe XIV Exportations : principaux pays partenaires

pays	Valeur (1000US\$)	Contributions aux exportations totales (%)
UE (15)	395426	51,9
Etats-Unis	218401	28,7
Singapour	24800	3,3
Afrique du Sud	16197	2,1
Japon	13052	1,7
Maurice	10498	1,4
Canada	9527	1,3
Thaïlande	8967	1,2
Hong Kong	8214	1,1
Chine	6863	0,9

Source : WITS et calculs des auteurs.

Annexe XV Importations selon la nature des produits (en %)

- Produits	En % des importations totales
Consommation Finale	21,3
Manufacturée	21,1
Primaire	0,2
Consommation intermédiaire	64,3
Manufacturée	63,1
Primaire	1,2
Biens d'équipement	13,3
nc	0,1

Source : WITS et calculs des auteurs.

Note : nomenclature BEC des Nations Unis.

Annexe XVI Exportations selon la nature des produits

- Produits	En % des exportations totales
• Consommation Finale	86,2
Manufacturée	39,4
Primaire	46,8
• Consommation intermédiaire	13,5
Manufacturée	5,3
Primaire	8,2
Biens d'équipement	0,2

Source : WITS et calculs des auteurs.

Note : nomenclature BEC.

Annexe XVII Exportations par « blocs régionaux » et nature du produit

	RDM	UE	SADC
• Consommation Finale	90,7	86,2	76,3
Manufacturée	40,8	39,8	50,6
Primaire	49,9	46,4	25,7
	9,2	13,7	22,9
• Consommation intermédiaire			
Manufacturée	2,1	4,4	15,5
Primaire	7,0	9,3	7,3
Biens d'équipement	0,1	0,1	0,8

Annexe XVIII Principaux produits exportés vers la SADC

	Valeur des export. Vers la SADC (1000US\$)	Part de chaque chapitre dans le total des export. SADC (en %)	Valeur totale des export. toutes destinations (1000US\$)	Part des export. SADC dans le total des export. (en %)
Vêtements autres que bonneterie	11528	41,1	122820	9,4
Poissons et crustacés	4131	14,7	128153	3,2
Coton	2427	8,7	11897	20,4
Café, thé, épices	2410	8,6	224211	1,1
Vêtements en bonneterie	1625	5,8	112874	1,4
Bois et produits du bois	1096	3,9	6099	18,0
Légumes	764	2,7	7609	10,0
Métaux précieux, perles, ...	739	2,6	14522	5,1
Sel, soufre, ciment	584	2,1	7898	7,4
Etoffes de bonneterie	559	2,0	573	97,4

Source : WITS et calculs des auteurs.

Annexe XIX Principaux produits importés par Maurice

Chapitre SH	En % des importations totales
Combustibles minéraux	11,0
Coton	9,2
Machines et engins mécaniques	9,1
Machines et matériels électriques	7,4
Voitures automobiles	4,4
Poissons et crustacés	3,5
Perles, pierres gemmes, métaux	3,0
Plastiques et ouvrages en plastiques	3,0
Céréales	2,5
Produits laitiers et œufs	2,2
Navigation aérienne ou spatiale	2,0
Papiers et cartons	2,0
Fonte, fer et acier	2,0

Source : WITS et calculs des auteurs.

Annexe XX Principaux produits importés par l’Afrique du Sud

Chapitre SH	En % des importations totales
Machines et engins mécaniques	17,4
Combustibles minéraux	11,9
Machines et matériels électriques	10,1
Voitures automobiles	7,4
Navigation aérienne ou spatiale	3,8
Horlogerie	3,4
Plastiques et ouvrages en plastique	2,5
Produits pharmaceutiques	2,2
Produits chimiques organiques	2,2
Perles, pierres gemmes, métaux	2,1
Produits chimiques divers	1,7
Produits chimiques inorganiques	1,5
Caoutchouc et ouvrages en caoutchouc	1,4
Papiers et cartons	1,3
Ouvrages en fonte, fer et acier	1,3
Céréales	1,1

Source : WITS et calculs des auteurs.

Annexe XXI Principaux produits exportés par les pays de la SADC (-)

Chapitre SH	En % des exportations totales
Coton	25,5
Sucre et sucreries	20,9
Boissons	5,9
Voitures automobiles	5,6
Meubles	5,3
Bois et produits du bois	4,7
Café, thé, épices	4,6
Pierres, perles, métaux	3,6
Sel, soufre, ciment	3,3
Machines et engins mécaniques	3,0
Céréales	2,7

Source : WITS et calculs des auteurs.

Annexe XXII Principaux produits exportés par les pays de la SADC (-) vers l'Afrique du Sud

Chapitre SH	En % des exportations totales
Coton	49,1
Café, thé, épices	8,8
Perles, pierres gemmes, métaux...	7,0
Céréales	5,2
Boissons	4,9
Voitures automobiles	4,0
Savons	3,6
Machines et engins mécaniques	3,5
Ouvrages en fonte, fer et acier	2,4
Préparations à base de céréales	2,4

Source : WITS et calculs des auteurs.

Annexe XXIII Principaux produits exportés par Maurice

Chapitre SH	En % des exportations totales
Vêtements et accessoires en bonneterie	32,8
Vêtements et accessoires autres que bonneterie	19,8
Sucre et sucreries	16,4
Préparations de viandes, poissons et crustacés	3,9
Perles, pierres, métaux	3,9
Machines et matériels électriques	3,5
Poissons et crustacés	2,2
Coton	2,0
Instruments d'optique	1,2
Machines et engins mécaniques	1,2

Source : WITS et calculs des auteurs.

Annexe XXIV Principaux produits exportés par l'Afrique du Sud

Chapitre SH	En % des exportations totales
Perles, pierres gemmes, métaux	16,7%
Fonte, fer et acier	12,0%
Combustibles minéraux	9,9%
Voitures automobiles	9,6%
Machines et engins mécaniques	7,8%
Minerais, scories et cendres	3,8%
Aluminium et ouvrage en aluminium	3,3%
Fruits	2,8%
Machines et matériels électriques	2,4%
Boissons	2,0%

Source : WITS et calculs des auteurs.

Annexe XXV Opportunités sur le commerce existant et potentiel Madagascar-SADC (2004)

Libellé	Exportation Mad. vers SADC	import SADC depuis le monde	Mad. exporte vers le monde	commerce potentiel milliers USD
Animaux vivants	0	1.411	441	441
Poissons et crustacés	2.192	91.543	57.621	30.939
Légumes, plantes, racines et tubercules alimentaires	756	53.516	3.531	2.775
Fruits comestibles	0	8.982	22.005	1.467
Café, thé, épices	309	51.817	33.319	6.896
Graines et fruits	273	15.779	1.631	1.358
Sucs et extraits végétaux	0	2.359	3.136	2.359
Minerais de chrome	0	472	7.096	472
Huiles essentielles	17	7.744	5.991	4.562
Bois, charbon de bois et ouvrage en bois	1.536	87.578	8.575	7.039
Ouvrage de vannerie en matières végétales	304	6.787	1.791	3.444
coton	433	99.879	11.220	10.787
Sisal et autres fibres, textiles bruts	90	1.293	2.354	1.203
Vêtements et accessoires de vêtements	0	61.178	719	719
Pierres gemmes brutes, dégrossies ou travaillées	521	56.404	10.363	9.842
Chrome	0	931	1.343	931

Source : calcul du CREAM basé sur les statistiques du COMTRADE

Annexe XXVI Répartition par pays du stock d'IDE (milliards ARIARY)

Pays	2002	2003	2004	2005
France	110,6	141,0	197,5	207,3
Maurice	46,2	64,0	133,4	114,2
Chine	1,2	1,6	19,9	78,7
Hong Kong	0,6	-2,2	30,9	31,5
Luxembourg	20,8	24,6	16,7	22,8
Canada	0,0	9,8	9,7	9,8
Belgique	1,4	1,6	7,5	7,6
Réunion	8,0	5,6	10,8	14,7
Etats-Unis	1,6	1,6	3,0	7,7
Pays-Bas	0,8	0,8	9,6	19,2
Sri Lanka	1,2	0,8	12,7	6,6
Afrique du Sud	1,2	0,4	2,2	1,9
Autres pays	19,4	27,4	25,9	26,1
Total	213,0	277,0	479,7	548,1

Source : Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM-2005

RESUME ANALYTIQUE

Nom et prénoms : ANDRIAMPARANY Stéphanie Miaritiana

Titre du mémoire : « ORGANISATIONS REGIONALES : DE VRAIS ATOUTS OU
CONTRAINTES ? »

Nombre de tableaux : 33

Nombre de figures : 6

Nombre de références bibliographiques : 24

Nombre de pages : 77

Spécialités : COMMERCE INTERNATIONAL

Mots clés : mondialisation, intégration économique, régionalisme

RESUME

L'ingérence et l'aggravation de la conjoncture économique de Madagascar handicapent le fonctionnement de son système et la placent dans une position précaire. Ainsi, pour atteindre son objectif de lutte contre la pauvreté, et pour atteindre un certain niveau de croissance du Produit Intérieur Brut de 10 à 12% en 2012, le nouveau Gouvernement Malgache a privilégié parmi ses engagements dans le Madagascar Action Plan le commerce international comme défi de développement économique. Dans ce défi, la participation de Madagascar dans les Organisations Régionales de l'Afrique (COMESA, SADC) est importante, notamment pour son accès aux marchés international et mondial. En effet, cette Intégration Régionale pourra profiter à Madagascar en lui permettant davantage d'améliorer sa compétitivité à l'échelle mondiale. Cependant, des problèmes subsistent dans cette coopération et peuvent contraindre les intérêts du pays.

Directeur de mémoire : Georges RASOAMANANA

Adresse de l'auteur : IV P 7 Bis Ankadifotsy Befelatanana